

**Arrêté portant réglementation de l'achat, de la vente, de la cession, de l'utilisation, du port et du transport des artifices de divertissement et articles pyrotechniques et de la vente d'acide, carburants et tous produits inflammables ou chimiques dans le département de l'Oise**

**LE PRÉFET DE L'OISE**  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres

**VU** la directive 2013/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques ;

**VU** la directive 2014/28/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil ;

**VU** le code pénal, notamment ses articles 132-75, 222-14-1 et 222-15-1 ;

**VU** le code de la défense, notamment ses articles L.2352-1 et suivants, R.2352-1, R.2352-89 et suivants et R.2352-97 et suivants ;

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles R. 557-6-1 et suivants ;

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2215-1 ;

**VU** le code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

**VU** le décret 2010-580 du 31 mai 2010 modifié relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

**VU** le décret 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;

**VU** le décret du 6 novembre 2024 nommant Monsieur Jean-Marie CAILLAUD, préfet de l'Oise ;

**VU** l'arrêté du 31 mai 2010 modifié, pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient à l'autorité administrative d'apprécier la nécessité de prendre des mesures de prévention au vu des risques de troubles à l'ordre public dont elle a connaissance et de veiller à ce que ces mesures soient proportionnées à ces risques ; qu'en application de l'article L.2215-1 du code général des collectivités territoriales, le préfet est compétent pour prendre les mesures adaptées et proportionnées nécessaires ;

**CONSIDÉRANT** que les forces de sécurité intérieure sont fortement mobilisées sur l'ensemble du territoire dans le cadre du plan Vigipirate maintenu au niveau « Urgence attentat » ;

**CONSIDÉRANT** les nuisances sonores occasionnées par l'utilisation de ces artifices ;

**CONSIDÉRANT** les dangers, les accidents et les atteintes graves aux personnes et aux biens qui peuvent résulter de l'utilisation des artifices de divertissements des catégories F2 à F4 ;

**CONSIDÉRANT** les violences urbaines survenues les 28 et 29 juin 2023 sur les communes de Beauvais, Creil, Compiègne, Crépy-en-Valois, Senlis, Noyon, Chantilly et Laigneville au cours desquelles des artifices de divertissement de type chandelles romaines, et fusées de toutes catégories ont été massivement utilisés en tir tendu contre les forces de l'ordre et les sapeurs-pompiers, générant plusieurs blessures parfois graves (traumatismes auditifs, brûlures) ;

**CONSIDÉRANT** les dégradations ou destructions par incendie de biens mobiliers ou immobiliers du fait ou à l'aide de l'usage d'articles pyrotechniques dans un grand nombre de communes du département de l'Oise (notamment les communes de Beauvais, Creil, Compiègne, Crépy-en-Valois, Senlis, Noyon, Chantilly et Laigneville) durant la période précitée ;

**CONSIDÉRANT** qu'au cours du week-end auront lieu des événements et festivités liés à la fête nationale ;

**CONSIDÉRANT** qu'il résulte des circonstances locales particulières décrites ci-dessus un risque élevé de troubles graves à l'ordre public, que, dans ces circonstances la limitation temporaire de l'achat, de la vente au détail, de l'utilisation, du port et du transport des artifices de divertissement afin de prévenir leur usage détourné apparaît le moyen le plus adapté, nécessaire et proportionné ;

**CONSIDÉRANT** en outre que les artifices de divertissement des catégories F2, F3 et F4 ainsi que les articles pyrotechniques de catégorie P1 et P2, de par leur utilisation détournée, contribuent aux violences urbaines en étant utilisés comme initiateurs d'objets incendiaires et de moyens de propagation des feux dans le cadre de l'incendie de mobiliers urbains ou de véhicules et de bâtiments publics ;

**CONSIDÉRANT** également que l'utilisation d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques de manière inappropriée sur la voie publique est de nature à créer des désordres et mouvements de panique ; qu'elle est susceptible de provoquer des alertes inutiles des forces de l'ordre et de les détourner ainsi de leurs missions de sécurité

**CONSIDÉRANT** que les périodes de fêtes, donnent régulièrement lieu à des troubles à l'ordre public, à la commission de faits de violences urbaines et à des dégradations de biens publics et privés, relevés dans l'Oise à plusieurs reprises, par incendies provoqués intentionnellement par des

personnes isolées ou en réunion ; que ces incendies sont facilités par la vente de carburant ou combustibles domestiques en bidon ou récipient transportable ;

Sur proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de l'Oise :

## ARRÊTE

### Article 1 :

L'achat, la vente, la détention, le transport et l'utilisation d'artifices de divertissement de catégories F2, F3 et F4 et d'articles pyrotechniques de catégorie P1 et P2 sont interdits dans tout le département de l'Oise, du **dimanche 13 juillet 2025 à 08h00 jusqu'au mardi 15 juillet 2025 à 8h00**.

Par dérogation, sont autorisés l'achat, la vente, la détention, le transport et l'utilisation des artifices de divertissement des catégories F2, F3 et F4, ainsi que des articles pyrotechniques des catégories P1 et P2, aux personnes pouvant justifier de leur utilisation dans le cadre d'un spectacle pyrotechnique tel que défini par l'article 2 du décret n°2021-580 du 31 mai 2010.

De même, pour les seuls artifices de divertissement des catégories F2 et F3, ainsi que pour les articles pyrotechniques des catégories P1 et P2 l'achat, la vente, la détention, le transport et l'utilisation sont autorisés aux seules personnes pouvant justifier de leur utilisation dans le cadre d'un feu d'artifice préalablement déclaré et autorisé par le maire de la commune.

### Article 2 :

Du **dimanche 13 juillet 2025 à 08h00 au mardi 15 juillet 2025 à 8h00**, sur l'ensemble département de l'Oise, la distribution, l'achat et la vente de carburants dans tout récipient transportable sont interdits, sauf nécessité dûment justifiée par le client et vérifiée, en tant que de besoin avec le concours des services de police ou de gendarmerie.

Les gérants des stations service, notamment de celles disposant d'appareils ou pompes automatisés de distribution d'essence, doivent prendre les dispositions nécessaires pour faire respecter cette interdiction.

### Article 3 : Sanctions pénales

Les infractions au présent arrêté seront réprimées dans les conditions prévues aux articles susvisés du code pénal.

### Article 4 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être contestée selon les voies de recours et dans les délais suivants :

Le recours gracieux : vous adressez votre demande dans le délai de deux mois suivant la date de réception de la décision, auprès de mes services (préfecture de l'Oise, bureau des polices administratives, 1 place de la préfecture, 60022 Beauvais cedex). Vous pouvez considérer votre demande comme rejetée (rejet implicite), si dans le délai de deux mois à compter de la date de réception du recours aucune réponse de mes services n'est intervenue.

Le recours hiérarchique : vous adressez votre demande dans le délai de deux mois suivant la date de réception de la décision, auprès des services du ministère concerné. Vous pouvez considérer votre demande comme rejetée (rejet implicite), si dans le délai de deux mois à compter de la réception du recours aucune réponse des services du ministère n'est parvenue. Ni l'un, ni l'autre de ces recours ne suspend l'application de la présente décision.

Le recours contentieux : vous adressez votre requête auprès du tribunal administratif d'Amiens dans le délai de deux mois suivant la date de la décision (14 rue Lemerchier, 80011 Amiens cedex 1). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Article 6 : La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de l'Oise, les sous-préfets d'arrondissement, la colonelle, commandant le groupement de gendarmerie départementale, le directeur interdépartemental de la police nationale et les maires des communes de l'Oise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Beauvais, le 1<sup>er</sup> juillet 2025

Le préfet



Jean-Marie CAILLAUD



**PRÉFET  
DE L'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des Sécurités  
Bureau de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises**

**Liste des candidats reçus ou recyclés à l'examen du brevet national de sécurité et de sauvetage  
aquatique (BNSSA) organisé par l'association Forme**

**Examens BNSSA du :**

**- Mercredi 18 juin 2025**

**Candidats reçus :**

Association	Civilité	Nom	Prénom	date examen
FORME – FPMNS	M.	ARMAND	Sené	<b>mercredi 18 juin 2025</b>
FORME – FPMNS	Mme	DELAGE	Sabrina	<b>mercredi 18 juin 2025</b>
FORME – FPMNS	M.	DUBOIS	Nicolas	<b>mercredi 18 juin 2025</b>
FORME – FPMNS	M.	FAID	Haroun	<b>mercredi 18 juin 2025</b>
FORME – FPMNS	M.	FERREIRA	Thomas	<b>mercredi 18 juin 2025</b>
FORME – FPMNS	M.	MAROTEAUX	Brice	<b>mercredi 18 juin 2025</b>
FORME – FPMNS	Mme	METROT	Maelys	<b>mercredi 18 juin 2025</b>
FORME – FPMNS	M.	NOLIE	Mattéo	<b>mercredi 18 juin 2025</b>
FORME – FPMNS	Mme	TUQUET	Juline	<b>mercredi 18 juin 2025</b>

Beauvais, le 25 juin 2025

Pour le préfet et par délégation,  
la directrice de cabinet,

Victoire LANTREIBECQ



**PRÉFET  
DE L'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des Sécurités  
Bureau de la sécurité intérieure**

**ARRÊTÉ AUTORISANT LA CAPTATION, L'ENREGISTREMENT ET LA TRANSMISSION  
D'IMAGES AU MOYEN DE CAMÉRAS INSTALLÉES SUR DES AÉRONEFS**

**LE PRÉFET DE L'OISE**  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 242-1 à L. 242-8 et R. 242-8 à R. 242-14 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 6 novembre 2024 du Président de la République nommant Monsieur Jean-Marie CAILLAUD, préfet du département de l'Oise ;

VU le décret du 27 juillet 2023 du Président de la République nommant Madame Victoire LANTREIBECQ, administratrice de l'État du premier grade, directrice de cabinet du préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer, en date du 19 avril 2023 relatif au nombre maximal de caméras installées sur des aéronefs pouvant être simultanément utilisées dans chaque département et collectivité d'outre-mer ;

Vu la demande en date du 26 juin 2025, formée par le groupement de gendarmerie départementale de l'Oise, visant à obtenir l'autorisation de capter, d'enregistrer et de transmettre des images au moyen d'une caméra installée sur les aéronefs sur les communes de Haute-épine, Crèvecœur-le-Grand, Saint-Quentin-des-Près, Croissy-sur-Celle, Lachapelle-sous-Gerberoy, Songeons, Lihus, Fontaine-Bonneleau, Marseille-en-Beauvaisis, Le Gallet, Catheux, Gerberoy, Roy-Boissy, Wanbez, Grémévillers et Hannaches ;

Vu la note d'information de la déléguée interministérielle à la sécurité routière du 16 juin 2025 relative aux conditions de passage du 112° Tour de France cycliste 2025 ;

Considérant que le 1° de l'article L. 242-5 du code de la sécurité intérieure permet aux forces de sécurité intérieure de procéder à la captation, à l'enregistrement et à la transmission d'images au moyen de caméras installées sur des aéronefs aux fins d'assurer la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux particulièrement exposés, en raison de leurs caractéristiques ou des faits qui s'y sont déjà déroulés, à des risques d'agression, de vol ou de trafic d'armes, d'êtres humains ou de stupéfiants, ainsi que la protection des bâtiments et installations publics et de leurs abords immédiats, lorsqu'ils sont particulièrement exposés à des risques d'intrusion ou de dégradation ;

Considérant que le 4 ° de l'article L. 242-5 du code susvisé permet aux forces de sécurité intérieure de procéder à la captation, à l'enregistrement et à la transmission d'images au moyen de caméras installées sur des aéronefs aux fins d'assurer la régulation des flux de transport, aux seules fins du maintien de l'ordre et de la sécurité publics ;

Considérant que le 6 ° de l'article L. 242-5 du code susvisé permet aux forces de sécurité intérieure de procéder à la captation, à l'enregistrement et à la transmission d'images au moyen de caméras installées sur des aéronefs aux fins d'assurer le secours aux personnes ;

Considérant le maintien de la posture Vigipirate au niveau « urgence attentat » et le risque d'attentat élevé, et plus particulièrement lors des rassemblements festifs ;

Considérant que le Tour de France traversera le département de l'Oise le mardi 8 juillet 2025 et qu'un nombre très important de personnes est attendu ; qu'au regard de son exposition médiatique, cet évènement, qui est par ailleurs très populaire, est susceptible d'entraîner la concentration d'une foule dans un périmètre restreint lors du passage des cyclistes et en particulier sur les bords de route ;

Considérant que ce grand évènement sportif impose de prendre toutes les précautions nécessaires afin d'assurer la sécurité et le secours des personnes amenées à assister à ces festivités, ainsi que la régulation des flux de transport, dans l'objectif du maintien de l'ordre et de la sécurité publics ;

Considérant que, dans ce contexte et compte tenu de l'intérêt pour les forces de l'ordre de disposer d'une vision en grand angle, le recours aux dispositifs de captation installés sur des aéronefs est nécessaire et adapté ; qu'il n'existe pas de dispositif moins intrusif permettant de parvenir aux mêmes fins ;

Considérant que le dispositif contribue en outre à la sécurité des interventions en cas de prise à partie, en limitant l'engagement des forces au sol, en leur assurant un appui important et en permettant une meilleure capacité d'analyse et en temps réel des situations ;

Considérant que la demande porte sur l'engagement d'une caméra aéroportée ; que les lieux surveillés sont strictement limités à la zone couverte par le passage du Tour de France ; que la durée de l'autorisation est limitée à la durée de cet évènement ; que l'engagement se déroulera dans les conditions prévues par la note d'information de la déléguée interministérielle à la sécurité routière, à savoir qu'aucun survol ne sera possible au-dessus de l'itinéraire de la course, des emprises de l'organisateur et des rassemblements de personnes lors du passage des coureurs ; qu'au regard des circonstances susmentionnées, la demande n'apparaît pas disproportionnée ;

Considérant que le recours à la captation, l'enregistrement et la transmission d'images fera l'objet d'une information par plusieurs moyens adaptés ; qu'outre la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs, ce dispositif fera l'objet d'une information sur le site de la préfecture de l'Oise ; que ces moyens d'information sont adaptés ;

Sur proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de l'Oise ;

## ARRÊTE :

**Article 1er** – La captation, l'enregistrement et la transmission d'images par le groupement de gendarmerie départementale de l'Oise sont autorisés sur les communes de Haute-épine, Crèvecœur-le-Grand, Saint-Quentin-des-Près, Croissy-sur-Celle, Lachapelle-sous-Gerberoy, Songeons, Lihus, Fontaine-Bonneleau, Marseille-en-Beauvaisis, Le Gallet, Catheux, Gerberoy, Roy-Boissy, Wanbez, Gréméwillers et Hannaches le mardi 8 juillet 2025 de 8 h 00 à 18 h 00, dans les limites fixées par la note d'information de la déléguée interministérielle à la sécurité routière du 16 juin 2025 relative aux conditions de passage du 112<sup>e</sup> Tour de France cycliste 2025.

**Article 2** – Le nombre maximal de caméras pouvant procéder simultanément aux traitements mentionnés à l'article 1er est fixé à une caméra.

**Article 3** - L'information du public est assurée par voie numérique.


**Article 4** – Le registre mentionné à l'article L. 242-4 du code de la sécurité intérieure est transmis au représentant de l'État dans le département à l'issue de la présente autorisation.

**Article 5** – Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 6** – La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de l'Oise et la colonelle, commandant le groupement de gendarmerie départementale sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 30/06/2025

Le préfet



Jean-Marie CAILLAUD



**PRÉFET  
DE L'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **Direction des collectivités locales et des élections**

### **Arrêté déclarant d'utilité publique l'acquisition de la parcelle A n°338 sise 720 route du Vivier Danger à Ons-en-Bray en état d'abandon manifeste, en vue de la création d'une réserve foncière à des fins d'aménagement de l'entrée de l'extension de la zone économique d'Ons-en-Bray**

**Commune d'Ons-en-Bray**

Le Préfet de l'Oise  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2243-1 et suivants ;

VU le décret du 6 novembre 2024 nommant M. Jean-Marie Caillaud, préfet de l'Oise ;

VU le décret du 25 août 2023 nommant M. Frédéric Bovet, secrétaire général de la préfecture de l'Oise, sous-préfet de Beauvais ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric Bovet, secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

VU le procès-verbal provisoire d'abandon manifeste de la parcelle A n°338 sise 720 route du Vivier Danger à Ons-en-Bray établi en date du 30 septembre 2023 ;

VU l'affichage en mairie de Ons-en-Bray du procès-verbal provisoire d'abandon manifeste du 23 octobre 2023 au 27 février 2024 ;

VU l'affichage sur place du procès-verbal provisoire d'abandon manifeste du 23 octobre 2023 au 27 février 2024 ;

VU la publication du procès-verbal provisoire d'abandon manifeste dans le journal le Courrier Picard du 19 décembre 2023 et le journal Le Réveil du 21 décembre 2023 ;

VU la notification du procès-verbal provisoire d'abandon manifeste au propriétaire de la parcelle concernée ;

VU le procès-verbal définitif d'abandon manifeste établi en date du 13 juin 2024 ;

VU la délibération du conseil municipal d'Ons-en-Bray en date du 15 juin 2024, déclarant la parcelle en état d'abandon manifeste, autorisant le Maire à poursuivre la procédure de déclaration d'utilité publique, au profit de l'EPFLO, du projet d'acquisition de la parcelle en vue de la création d'une réserve foncière à des fins d'aménagement de l'entrée de l'extension de la zone économique et sa cessibilité, conformément à l'article L. 2243-4 du code général des collectivités territoriales, et organisant les modalités de l'enquête publique simplifiée ;

VU le dossier présentant le projet simplifié d'acquisition mis à la disposition du public du 24 juin au 4 août 2024 inclus ;

VU le registre d'enquête déposé en mairie d'Ons-en-Bray du 24 juin au 4 août 2024 inclus ne comportant aucune observation ;

VU le courrier du 8 novembre 2024 par lequel le maire d'Ons-en-Bray demande la déclaration d'utilité publique du projet d'acquisition de la parcelle et sa cessibilité ;

VU l'évaluation de la direction départementale des finances publiques de l'Oise en date du 24 avril 2024 et le courrier prolongeant cette évaluation en date du 12 mai 2025 ;

VU le plan et l'état parcellaires annexés ;

CONSIDERANT que la procédure de constatation d'abandon manifeste a été régulièrement menée conformément aux dispositions des articles L 2243-1 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT l'absence d'opposition du public au projet d'acquisition publique ;

CONSIDERANT que l'état d'abandon manifeste est avéré ;

CONSIDERANT que le projet de création d'une réserve foncière destinée à l'aménagement de l'entrée de l'extension de la zone économique d'Ons-en-Bray présente un caractère d'utilité publique ;

CONSIDÉRANT que ce projet s'inscrit dans une démarche de développement économique local et d'aménagement du territoire communal ;

CONSIDÉRANT que l'acquisition de cette parcelle par l'EPFLO permettra la constitution d'une réserve foncière nécessaire à la réalisation ultérieure de l'aménagement projeté par la collectivité ;

Sur proposition du secrétaire général,

## ARRETE

Article 1er - Est déclaré d'utilité publique l'acquisition, au profit de l'EPFLO, de la parcelle A n°338 sise 720 route du Vivier Danger à Ons-en-Bray, nécessaire à la réalisation du projet de création d'une réserve foncière à des fins d'aménagement de l'entrée de l'extension de la zone économique d'Ons-en-Bray.

Article 2 - Est déclaré immédiatement cessible au bénéfice de l'EPFLO, la parcelle A n°338 sise 720 route du Vivier Danger à Ons-en-Bray, nécessaire à la réalisation du projet de création d'une réserve foncière à des fins d'aménagement de l'entrée de l'extension de la zone économique d'Ons-en-Bray.

Article 3 - L'indemnité provisionnelle due au propriétaire de la parcelle susvisée est fixée à 14300 euros (QUATORZE MILLE TROIS CENTS EUROS) hors taxes, conformément à l'évaluation établie par la Direction départementale des finances publiques de l'Oise le 24 avril 2024 et prolongée par celle du 12 mai 2025.

Article 4 - La prise de possession de la parcelle susvisée ne pourra intervenir qu'après le paiement, ou en cas d'obstacle au paiement, après consignation, de l'indemnité provisionnelle. Cette date de prise de possession devra être postérieure d'au moins deux mois à la date de publication du présent arrêté.

Article 5 - Le présent arrêté sera affiché en mairie d'Ons-en-Bray. Un certificat d'affichage produit par le maire d'Ons-en-Bray certifiera l'accomplissement de cette formalité. L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise et notifié par le maire au propriétaire, sous pli recommandé avec accusé de réception.

Article 6 - La présente décision peut faire l'objet de recours soit :

1. gracieux ou hiérarchique : auprès de l'autorité ayant pris la décision ou de l'autorité supérieure, dans un délai de deux mois à compter de la publication de ladite décision. L'exercice de cette voie de recours dans le délai imparti ne prive pas l'intéressé de la possibilité de saisir le tribunal administratif, s'il le juge opportun.

2. contentieux : conformément aux dispositions du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de la publication de ladite décision.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise et le maire d'Ons-en-Bray sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Beauvais, le 24 JUIN 2025

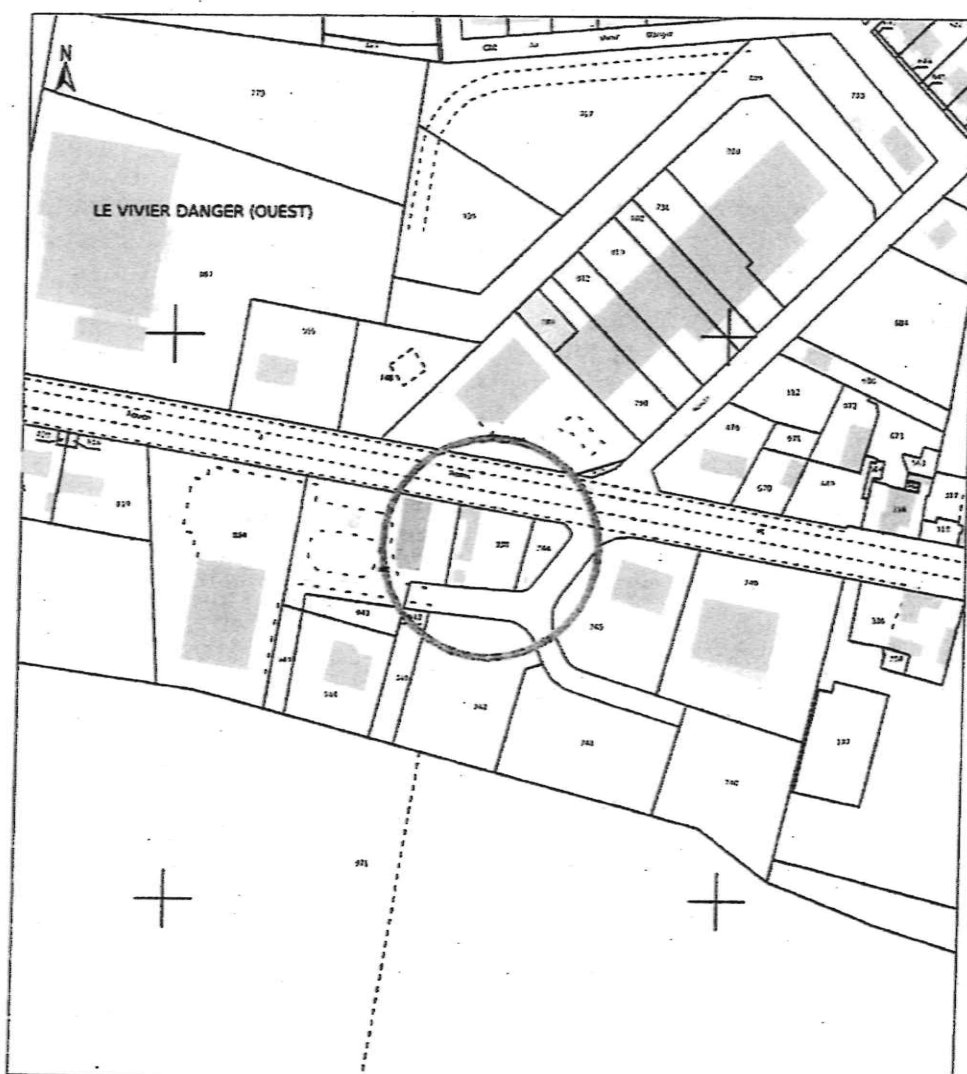
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

Frédéric BOVET

Vu pour être annexé  
à notre arrêté en date  
de ce jour  
Beauvais, le 24 JUIN 2025

Pour le Préfet et par délégation,  
la Directrice des collectivités locales  
et des élections

Catherine CASTELAIN



**Références de la parcelle 000 A 338**

Référence cadastrale de la parcelle  
Contenance cadastrale  
Adresse

000 A 338  
714 mètres carrés  
720 RTE DU VIVIER DANGER  
60650 ONS EN BRAY

Vu pour être annexé  
à notre arrêté en date  
de ce jour  
Beauvais, le 24 JUIN 2023

Pour le Préfet et par délégation,  
la Directrice des collectivités locales  
et des élections

Catherine CASTELAIN

## ETAT PARCELLAIRE

REFERENCE CADASTRALE				SUPERFICIE			IDENTITE DES PROPRIETAIRES (nom, prénoms, adresse, date et lieu de naissance, profession, nom du conjoint, régime matrimonial)	
Sect.	N°	Lieu-dit	Nature	Surface en m²	Emprise en m²	Reste en m²	Inscrits au cadastre	Résultats des recherches de l'expropriant
A	338	720 Route du Vieux-Danville		714 m²			M <sup>r</sup> BECQUET Charles	

Observations :

Arrêté portant désignation nominative des porteurs de carte achat en préfecture et direction départementale interministérielle au sein du département de l'Oise

- : -

**LE PRÉFET DE L'OISE**  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres

VU la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU la décision du ministère de l'Intérieur du 3 janvier 2020 portant désignation des responsables de budget opérationnel de programme et des unités opérationnelles pour le programme 354 « Administration territoriale de l'État » ;

VU le décret du 10 août 2021, nommant Mme Noura KIHAL-FLEGEAU, inspectrice de classe exceptionnelle de l'action sanitaire et sociale détachée en qualité de sous-préfète hors classe, sous-préfète de Clermont ;

VU le décret du 08 novembre 2021 nommant Mme Claude DULAMON, administratrice générale détachée en qualité de sous-préfète hors classe, sous-préfète de Senlis ;

VU le décret du 21 juin 2023 nommant M. Arnaud QUINIOU, en qualité de sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de l'Oise ;

VU le décret du 27 juillet 2023 nommant Mme Victoire LANTREIBECQ, administratrice de l'État du premier grade, directrice de cabinet du préfet de l'Oise ;

Vu le décret du 25 août 2023 nommant M. Frédéric BOVET, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de l'Oise, sous-préfet de Beauvais ;

VU le décret du 11 octobre 2023 nommant M. Christian GUYARD, en qualité de sous-préfet de Compiègne ;

VU le décret du 6 novembre 2024 nommant M. Jean-Marie CAILLAUD, préfet de l'Oise ;

VU l'arrêté préfectoral portant organisation et compétences des services de la préfecture et des sous-préfectures de l'Oise ;

VU les décisions préfectorales affectant le personnel au sein de la préfecture de l'Oise ;

VU l'arrêté portant affectation des effectifs du secrétariat général commun départemental de l'Oise ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1er** : Délégation d'ordonnancement est donnée sur les programmes 206-207-232 et 354 HT2 pour les porteurs de carte concernés, dans la limite des budgets notifiés aux centres de coût, et dans la limite des montants définis en fonction des profils attribués à chacun, exclusivement dans le cadre de l'utilisation de la carte d'achat BNP PARIBAS nominativement attribuée à :

### **LISTE DES PORTEURS DÉSIGNÉS**

Porteurs carte achat	Fonction	Plafond par transaction niveau 1	Plafond par transaction niveau 3	Plafond par transaction « visa »
CAILLAUD Jean-Marie	préfet	1 500,00 €		1 500,00 €
BOVET Frédéric	secrétaire général	1 000,00 €		600,00 €
QUINIOU Arnaud	sous-préfet, chargé de mission politique de la ville	1 000,00 €		600,00 €
LANTREIBECQ Victoire	directrice de cabinet	1 000,00 €		600,00 €
KIHAL-FLEGEAU Noura	sous-préfète de Clermont	1 000,00 €		600,00 €
GUYARD Christian	sous-préfet de Compiègne	1 000,00 €		600,00 €
DULAMON Claude	sous-préfète de Senlis	1 000,00 €		600,00 €
MANGEARD Dominique	Secrétaire générale Sous Préfecture Clermont	1 000,00 €		1 000,00 €
RAFFY Guillaume	gestionnaire Direction des sécurités	1 000,00 €		1 000,00 €
ROUIBI Moustapha	chef du pôle sécurité routière / gestionnaire	1 000,00 €		1 000,00 €
BIGLIETTO Vincent	gestionnaire pôle sécurité routière	1 000,00 €		1 000,00 €
TOPART Christophe	chauffeur garage	1 000,00 €		1 000,00 €
PETIT Florent	chauffeur garage	1 000,00 €		1 000,00 €

DELARGILLIERE Jérôme	chauffeur garage	1 000,00 €		1 000,00 €
CHANTRELLE Thierry	chauffeur et agent gestionnaire sous- préfecture de Senlis	1 000,00 €		1 000,00 €
MESLET Jean-François	chauffeur et agent gestionnaire sous- préfecture de Compiègne	1 000,00 €		1 000,00 €
GUILLUY Justine	approvisionneur BIL Préfecture	2 000,00 €	3 000,00 €	
MONSU Adeline	approvisionneur BIL Préfecture	2 000,00 €	3 000,00 €	
CORROYER Armony	adjointe au chef du bureau de l'immobilier et de la logistique-Préfecture	1 000,00 €		1 000,00 €
CORDEL Stéphane	service intérieur	1 500,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
LASSALLE Frédéric	gestionnaire SGCD	1 000,00 €		1 000,00 €
BABE Walter	gestionnaire SGCD	1 000,00 €		1 000,00 €
LEROUX Jérôme	gestionnaire SGCD	1 000,00 €		1 000,00 €
LARIBI Fatiha	agent résidence sous- préfet de Senlis	1 000,00 €		500,00 €
FEREIRA Emilia Marie	agent résidence du secrétaire général	1 000,00 €		500,00 €
JEREMIE Lucie	agent résidence de la directrice de cabinet	1 000,00 €		500,00 €
DESJARDINS Christine	agent de résidence du Préfet	2 000,00 €		500,00 €
LACAÏLLE Eddy	cuisinier résidence du préfet	2 000,00 €		500,00 €
COEUGNIET Catherine	agent SIDSIC Beauvais	1 000,00 €	2 000,00 €	1 000,00 €
BREBANT Frédéric	gestionnaire SGCD/DDT	1 000,00 €		1 000,00 €
CHABLOZ Frédéricka	approvisionneur direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités	1 000,00 €	2 000,00 €	
RIVEROLA Nathalie	directrice départementale de la protection des populations	2 000,00 €	700,00 €	1 500,00 €
VANDEMOORTELE Bertrand	directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités	2 000,00 €	700,00 €	1 500,00 €
WITT David	directeur départemental des territoires	2 000,00 €	700,00 €	1 500,00 €
HETZEL Jérémy	adjoint au directeur départemental des territoires	2 000,00 €	700,00 €	1 500,00 €

**ARTICLE 2 :** Toute disposition contraire antérieure à celle du présent arrêté est abrogée.

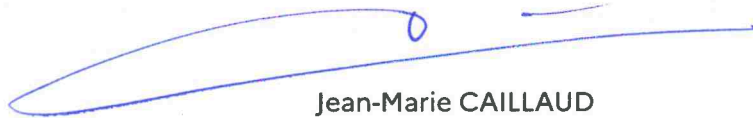
**ARTICLE 3 :** Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif d'Amiens peut-être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratif de la préfecture de l'Oise.

Fait à Beauvais, le

**30 JUIN 2025**

Le préfet de l'Oise



Jean-Marie CAILLAUD

**Arrêté portant délégation de signature pour l'ordonnancement secondaire  
des dépenses de la préfecture de l'Oise**

- : -

**LE PRÉFET DE L'OISE**  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres

VU le code des marchés publics ;

VU la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

VU le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment son article 76 ;

VU le décret n°92-604 du 7 mai 2015 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret du 25 août 2023 nommant M. Frédéric BOVET, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de l'Oise, sous-préfet de Beauvais ;

VU le décret du 6 novembre 2024 nommant M. Jean-Marie CAILLAUD, préfet de l'Oise ;

VU la décision du ministère de l'Intérieur du 3 janvier 2020 portant désignation des responsables de budget opérationnel de programme et des unités opérationnelles pour le programme 354 « Administration territoriale de l'État » ;

VU l'arrêté préfectoral portant organisation et compétences des services de la préfecture et des sous-préfectures ;

VU les arrêtés préfectoraux donnant délégation de signature aux services prescripteurs à l'effet d'engager les dépenses de fonctionnement et d'équipement de l'administration préfectorale dans la limite des crédits mis chaque année à leur disposition ;

VU le protocole valant contrat de service signé entre le chef du centre de services partagés régional de la préfecture du Nord, le directeur régional des finances publiques et le préfet de l'Oise en qualité de représentants des services prescripteurs ;

VU le rôle métier des « référents départementaux » dans Chorus-Formulaire, module Communication, outil validé par la Direction du Budget pour transmettre au service facturier l'ordre à payer du service prescripteur ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Application Chorus Cœur**

#### **Bureau des Finances :**

Pour l'ensemble des BOP relevant du préfet de l'Oise, les agents ci-dessous reçoivent délégation dans Chorus Cœur pour :

- Saisir la programmation des crédits.
- Prioriser les dépenses au-delà de 5 000€.
- Saisir le recyclage des AE antérieurs.
- Créer et modifier les tranches fonctionnelles dès que l'opération budgétaire atteint 500 000€.

Agent	Référent départemental	Affectation	Programme
Mme Véronique VILLET	Titulaire	Secrétariat général commun départemental de l'Oise	Programmes 113-119-124-129-134-135-149-155-161-181-203-206-207-215-216-217-232-303-348-349-354-362-363-723
M. Francisco RIBEIRO	Suppléant		
Mme Corine VICSAPI			
Mme Patricia CARIN			
Mme Katia HERICHARD	Suppléante		
Mme Corinne LALET	Suppléante		

### **Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire :**

Les agents ci dessous ont un rôle de consultation sur l'application Chorus Cœur.

Agent	Affectation	Programme
Mme Véronique ELOY	Direction des Collectivités Locales et des Élections	Programmes 112-119-122-362-364-380-754
Mme Isabelle MAUGER		
Mme Anne-Laure FERRY		
Mme Lucille DECHAIZE		
Mme Vanessa LEROUX		
Mme Marie-Madeleine GRAZER		

### **Bureau de l'Immobilier de la Logistique :**

Les agents ci dessous ont un rôle de consultation sur l'application Chorus Coeur.

Agent	Affectation	Programme
CORROYER Armony	Bureau de l'immobilier et de la logistique	Programmes 354-723
GUILLY épouse HIVERT Justine	Bureau de l'immobilier et de la logistique	Programmes 354-723
MONSU Adeline	Bureau de l'immobilier et de la logistique	Programmes 354-723-

### **Article 2 : Application Chorus Formulaire**

#### **Bureau des Finances :**

Pour l'ensemble des BOP rattachés relevant de la compétence du préfet, les agents ci-dessous reçoivent délégation dans Chorus Formulaire pour :

- Saisir et valider les actes relatifs à l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes de l'État dans les applications Chorus Formulaire (dont engagement, liquidation, demandes d'achat, créations de tiers, recettes et engagements hors marché, constatations et certifications de services faits, demandes de paiement, ordres à payer auprès du comptable public.
- Signer tout document d'ordonnancement secondaire transmis aux centres de prestations comptables mutualisés et services facturier.

Agent	Référent départemental	Affectation	Programme
Mme Véronique VILLET	Titulaire	Secrétariat général commun départemental de l'Oise	Programmes 113-119-124-129-134-135-149-155-161-181-203-206-207-215-216-217-232-303-348-349-354-362-363-723
M. Francisco RIBEIRO			
Mme Corine VICSAPI	Suppléante		
Mme Patricia CARIN			
Mme Katia HERICHARD	Suppléante		
Mme Corinne LALET	Suppléante		

#### **Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire :**

Les agents ci-dessous reçoivent délégation

- pour effectuer les opérations de subventions, de constatation, de certification du service fait dans l'application Chorus Formulaire :

Agent	Affectation	Programme
Mme Véronique ELOY	Direction des Collectivités Locales et des Élections	Programmes 112-119-122-362-364-380-754
Mme Isabelle MAUGER		
Mme Anne-Laure FERRY		
Mme Lucille DECHAIZE		
Mme Vanessa LEROUX		
Mme Marie-Madeleine GRAZER		

#### **Direction départementale des territoires :**

L'agent ci-dessous reçoit délégation pour effectuer les opérations d'engagements juridiques hors marché, de constatation, de certification du service fait dans l'application Chorus Formulaire :

Agent	Affectation	Programme
REMY Isabelle	Service de la sécurité de l'expertise et des crises	Programme 176

**Article 3 :** Délégation permanente est accordée aux agents désignés ci-après, à l'effet de valider, de façon électronique dans l'application Chorus DT, toutes demandes d'ordre de mission et d'états de frais de déplacement ainsi que les factures voyagistes :

Agent	Affectation	Programmes
Mme Nathalie HASSINI	Directrice du Secrétariat général commun départemental de l'Oise	Programmes 354 – 216
Mme Catherine PIA	Directrice adjointe du SGCD Cheffe du service des ressources humaines et des moyens	Programmes 354 – 216
Mme Cathy PEZET	SGCD -SRHM Responsable du bureau des ressources humaines	Programmes 354
Mme Patricia MAULER	SGCD – SRHM Bureau de la formation	Programmes 354 – 216
Mme Nathalie PIETRANTONI		
Mme Marine MACHADO		
Mme Marie PULCINI	SGCD – SRHM Bureau d'action sociale	Programmes 354 – 216 – 135 – 207
Mme Magali CARDON		
M. Florian BAUDIN	SGCD - SRHM Bureau de l'immobilier et de la logistique	Programme 354
Mme Armony CORROYER		
M. Philippe ROCHE	SGCD - SRHM Bureau des finances Section préfecture	Programme 354 - 216
M. Francisco RIBEIRO		
Mme Véronique VILLET		
Mme Corine VICSAPI		
Mme Patricia CARIN	SGCD - SRHM Bureau des finances Section DDI	Programmes 354 – 207 - 135
Mme Katia HERICHARD		
Mme Corinne LALET		
Mme Martine PUISIER	Sous-préfecture de Clermont gestionnaire budgétaire SP01	Programme 354 (mission uniquement)
Mme Hélène LEPINE	Sous-préfecture de Compiègne gestionnaire budgétaire SP02	Programme 354 (mission uniquement)
M. Thierry CHANTRELLE	Sous-préfecture de Senlis gestionnaire budgétaire SP03	Programme 354 (mission uniquement)

**Article 4 :** Toute disposition contraire antérieure à celle du présent arrêté est abrogée.

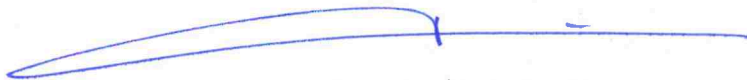
**Article 5 :** Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif d'Amiens peut-être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise et la directrice du secrétariat général commun sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur régional des finances publiques des Hauts-de-France et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

Fait à Beauvais, le

**30 JUIN 2025**

Le préfet de l'Oise



Jean-Marie CAILLAUD

Délégation de signature donnée à Mme Victoire LANTREIBECQ,  
administratrice de l'État du premier grade, directrice de cabinet du préfet de l'Oise

- :: -

**LE PRÉFET DE L'OISE**  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions notamment son article 34 ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, complétée et modifiée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 ;

VU le décret n° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, modifié notamment par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 ;

VU le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret du 21 juin 2023 nommant M. Arnaud QUINIOU, en qualité de sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de l'Oise ;

VU le décret du 27 juillet 2023 nommant Mme Victoire LANTREIBECQ, administratrice de l'État du premier grade, directrice de cabinet du préfet de l'Oise ;

VU le décret du 25 août 2023 nommant M. Frédéric BOVET, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de l'Oise, sous-préfet de l'arrondissement de Beauvais ;

VU le décret du 6 novembre 2024 nommant M. Jean-Marie CAILLAUD, préfet de l'Oise ;

VU l'arrêté préfectoral portant organisation et compétences des services de la préfecture et des sous-préfectures de l'Oise ;

VU l'arrêté du 21 octobre 2022 nommant Mme Mathilde BOUFFART, attachée d'administration de l'État, cheffe de bureau de la sécurité intérieure ;

VU le contrat à durée déterminée à temps complet du 12 mai 2025 nommant Mme Marion PAPIRNYK, en qualité d'agente contractuelle de catégorie A, pour assurer les fonctions d'adjointe à la cheffe du bureau de la sécurité intérieure, à la Préfecture de l'Oise ;

VU la décision préfectorale du 11 septembre 2018 nommant M. Guillaume RAFFY, attaché d'administration de l'État, chef du bureau de la sécurité civile et de la gestion de crise ;

VU la décision préfectorale du 15 mars 2023 nommant Mme Angeline RANCON, secrétaire administrative, adjointe au chef du bureau de la sécurité civile et de la gestion de crise ;

VU l'arrêté du 23 août 2023 nommant Mme Sophie BROQUELAIRE, attachée d'administration de l'État, cheffe du bureau des polices administratives ;

VU la décision préfectorale du 30 juin 2023 nommant Mme Angélique DESLORIERS secrétaire administrative de classe supérieure, adjointe à la cheffe du bureau des polices administratives ;

VU la décision préfectorale du 28 novembre 2018 nommant M. Moustapha ROUBI, attaché d'administration de l'État, chef du pôle de la sécurité routière ;

VU la décision préfectorale du 14 juin 2022 nommant M. Alain CUYERS, attaché d'administration de l'État, chef de bureau de la défense et de la sécurité nationale ;

VU la décision préfectorale du 29 avril 2025 nommant Mme Aurélie LERVANT, attachée d'administration de l'État, cheffe de bureau de la représentation de l'État et de la communication interministérielle ;

VU le contrat à durée déterminée à temps complet du 22 mai 2025 nommant M. Loucas SYLVAIN, en qualité d'agent contractuel de catégorie A, pour assurer les fonctions d'adjoint à la cheffe de la représentation de l'État et de la communication interministérielle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Délégation de signature est donnée à Mme Victoire LANTREIBECQ, directrice de cabinet du préfet de l'Oise, à l'effet de signer tout acte et document dans le cadre des attributions du cabinet, conformément à l'arrêté préfectoral portant organisation et compétences des services de la préfecture et des sous-préfectures de l'Oise, et notamment toute décision concernant les personnes dont les troubles mentaux compromettent l'ordre public ou la sécurité des personnes **y compris** :

- les arrêtés relatifs aux hospitalisations sous contrainte prévues dans le code de la santé publique ;
- la signature des mesures de mise en quarantaine ou de placement et maintien en isolement ;
- la saisine du juge du tribunal judiciaire aux fins de contrôles des mesures de soins sans consentement ;
- la signature des mémoires produits dans le cadre des audiences du juge judiciaire en matière de soins sans consentements.

Délégation de signature est donnée à Mme Victoire LANTREIBECQ, directrice de cabinet du préfet de l'Oise, à l'effet de signer les décisions d'octroi ou de refus du concours de la force publique et les mises en demeure de quitter les lieux à l'encontre d'occupants sans droit ni titre et notamment les gens du voyage en vue de leur évacuation.

**ARTICLE 2** : Dans le cadre de CHORUS, délégation est donnée à Mme Victoire LANTREIBECQ, en qualité de prescripteur, à l'effet de signer :

- la décision de dépense et recette, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marchés,
- la constatation du service fait,
- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

Tout engagement de dépenses supérieur à 15 000 € TTC doit recevoir le visa préalable du secrétaire général, sauf en ce qui concerne les attributions de subventions.

Mme Aurélie LERVANT, cheffe du bureau de la représentation de l'État et de la communication interministérielle, est autorisée à engager des dépenses relevant des attributions de son bureau, sans visa préalable du secrétaire général ou de la directrice de cabinet, dans la limite de 1 500 €.

M. Moustapha ROUBI, chef du pôle de la sécurité routière, est autorisé à engager des dépenses relevant des attributions de son pôle, sans visa préalable du secrétaire général ou de la directrice de cabinet, dans la limite de 1 500 €.

**ARTICLE 3 :** Délégation de signature est donnée, concomitamment à Mme Victoire LANTREIBECQ, directrice de cabinet du préfet de l'Oise, à Mme Aurélie LERVANT, cheffe du bureau de la représentation de l'État et de la communication interministérielle, pour les attributions relevant du bureau de la représentation de l'État et de la communication interministérielle ainsi que les documents relatifs à la gestion des portes-drapeaux. En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Aurélie LERVANT, la délégation est exercée par M. Loucas SYLVAIN, adjoint à la cheffe du bureau.

**ARTICLE 4 :** Délégation de signature est donnée, concomitamment à Mme Victoire LANTREIBECQ, directrice de cabinet du préfet de l'Oise, à M. Moustapha ROUBI, chef du pôle de la sécurité routière, pour toutes les affaires relevant de ce pôle, y compris les arrêtés de suspension, d'annulation et de retrait des permis de conduire.

**ARTICLE 5 :** Délégation de signature est donnée, concomitamment à Mme Victoire LANTREIBECQ, directrice de cabinet du préfet de l'Oise, à l'exception des circulaires, actes et correspondances mentionnés au dernier alinéa de cet article, à :

1) Mme Mathilde BOUFFART, cheffe du bureau de la sécurité intérieure, pour les affaires relevant de son bureau. En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Mathilde BOUFFART, la délégation est exercée par Mme Marion PAPIRNYK, adjointe à la cheffe du bureau.

2) M. Guillaume RAFFY, chef du bureau de la sécurité civile et de la gestion de crise, pour les affaires relevant de son bureau y compris pour signer les procès verbaux des commissions qu'il préside ou auxquelles il participe, conformément au décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité. En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume RAFFY, la délégation est exercée par Mme Angeline RANCON, adjointe au chef du bureau.

3) Mme Sophie BROQUELAIRE, cheffe du bureau des polices administratives, pour les affaires relevant de son bureau, y compris pour signer les récépissés pour les armes des chasseurs et les avis sur les armes de catégorie B. En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie BROQUELAIRE, la délégation est exercée par Mme Angélique DESLORIER, adjointe à la cheffe du bureau.

4) M. Alain CUYPERS, chef du bureau de la défense et de la sécurité nationale, pour les affaires relevant de son bureau.

Sont exclus du champ d'attribution de cette délégation de signature au bénéfice des chefs de bureau et de leurs adjoints :

- les lettres adressées aux administrations centrales et régionales, aux parlementaires, aux élus des conseils départemental et régional, ainsi qu'au préfet de la région Hauts-de-France ;
- des circulaires aux élus locaux ;
- des arrêtés préfectoraux et des décisions négatives, sauf exceptions prévues à l'article 7 ;
- des conventions conclues au nom de l'État ;
- de tout acte relatif au contentieux des dossiers des services.

**ARTICLE 6 :** Délégation est également donnée à Mme Victoire LANTREIBECQ à l'effet de signer dans le cadre des permanences des membres du corps préfectoral qu'elle est amenée à assurer pour l'ensemble du département, tout acte, arrêté, correspondance, décision et requête relevant des attributions de l'État dans le département de l'Oise et nécessité par une situation d'urgence, à l'exception :

- 1°/ de la suspension des fonctionnaires de l'État en service dans le département ;
- 2°/ de tout acte, arrêté et décision relatif à la notation des commissaires de police ;
- 3°/ des ordres de réquisition de la force armée ;
- 4°/ des ordres de réquisition du comptable public ;
- 5°/ des arrêtés de conflits.

Cette délégation comprend la signature de toutes les décisions et tous les actes de procédure prévus par le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

**ARTICLE 7 :** La suppléance des fonctions de préfet de l'Oise est exercée par Mme Victoire LANTREIBECQ, directrice de cabinet du préfet de l'Oise, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Frédéric BOVET, secrétaire général de la préfecture de l'Oise, sous-préfet de l'arrondissement de Beauvais.

**ARTICLE 8 :** Durant les congés annuels ou en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Victoire LANTREIBECQ, directrice de cabinet du préfet de l'Oise, la délégation de signature qui lui est consentie est exercée, au titre de la suppléance du corps préfectoral, par M. Arnaud QUINIOU, sous-préfet, chargé de mission Politique de la ville auprès du préfet de l'Oise.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Mme Victoire LANTREIBECQ et de M. Arnaud QUINIOU, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de l'Oise, cette délégation de signature sera exercée par M. Frédéric BOVET, secrétaire général de la préfecture.

**ARTICLE 9 :** Toute disposition contraire antérieure à celle du présent arrêté est abrogée.

**ARTICLE 10 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Amiens, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible à partir du site internet [www.télérecours.fr](http://www.télérecours.fr).

**ARTICLE 11 :** Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise et la directrice de cabinet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

Fait à Beauvais, le - 1 JUL. 2025

Le préfet de l'Oise

  
Jean-Marie CAILLAUD

## **Direction des Collectivités Locales et des Élections Bureau des Affaires Juridiques et de l'Urbanisme**

**Délégation de signature donnée à Mme Marie FARDEAU  
Directrice de la citoyenneté et des étrangers en France**

-:-

**LE PRÉFET DE L'OISE**

**Chevalier de l'ordre national du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres**

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, complétée et modifiée par la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, modifié notamment par le décret n°2010-146 du 16 février 2010 ;

VU le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n°2019-57 du 30 janvier 2019 relatif aux modalités d'évaluation des personnes se déclarant mineures et privées temporairement ou définitivement de la protection de leur famille et autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif à ces personnes ;

VU le décret du 6 novembre 2024 nommant M. Jean-Marie CAILLAUD, préfet de l'Oise ;

VU l'arrêté du 12 mars 2009 portant régionalisation de l'admission au séjour des demandeurs d'asile dans la région Picardie ;

VU l'arrêté préfectoral portant organisation et compétences des services de la préfecture et des sous-préfectures de l'Oise ;

VU les décisions du préfet de l'Oise portant affectation dans le cadre de la mise en œuvre du plan de préfecture nouvelle génération (PPNG) ;

**VU l'arrêté ministériel du 13 juin 2025 nommant Mme Marie FARDEAU, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, directrice de la citoyenneté et des étrangers en France ;**

VU la décision préfectorale du 9 mars 2021 nommant Mme Laurence LENGLIN, adjointe au directeur de la citoyenneté et des étrangers en France ;

VU la décision préfectorale du 6 août 2021 nommant Mme Isabelle BIENAIME, responsable de la plateforme interdépartementale d'instruction des demandes de naturalisation à la Direction de la citoyenneté et des étrangers en France ;

VU l'arrêté ministériel du 24 février 2021 nommant Mme Isabelle DOBRENELLE, cheffe du bureau du contentieux des étrangers et de l'éloignement, à la Direction de la citoyenneté et des étrangers en France ;

VU la décision préfectorale du 16 août 2018 nommant Mme Maryse RUFIN, cheffe du bureau du droit au séjour à la Direction de la citoyenneté et des étrangers en France ;

VU le contrat à durée déterminée du 1er septembre 2023 nommant Mme Sofia AOUINI, adjointe à la cheffe du bureau du droit au séjour à la Direction de la citoyenneté et des étrangers en France

VU l'arrêté du 15 mars 2024 portant affectation de Mme Valérie ROYER, en qualité d'adjointe à la cheffe du pôle séjour de Creil ;

VU l'arrêté du 4 juillet 2024 portant affectation de Mme Laurence BOURREAU, en qualité de responsable du pôle de Creil ;

VU la décision préfectorale du 23 juillet 2024 nommant M. Luc HIPPOLYTE, en qualité de responsable du pôle de Compiègne ;

VU la décision préfectorale du 26 août 2024 nommant Mme Aurélia LAURENCÉ, en qualité d'adjointe au chef du pôle de Compiègne ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

Délégation de signature est donnée à Mme Marie FARDEAU, directrice de la citoyenneté et des étrangers en France, à l'effet de signer tout acte et document dans le cadre des attributions relevant de sa direction, à l'exception :

- des lettres adressées aux administrations centrales et régionales, aux parlementaires, aux élus des conseils départemental et régional, ainsi qu'au préfet de la région des Hauts-de-France ;
- des conventions conclues au nom de l'État ;
- des décisions relatives à l'admission exceptionnelle au séjour ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie FARDEAU, la présente délégation de signature est reportée au profit de Mme Laurence LENGLIN, adjointe à la directrice de la citoyenneté et des étrangers en France, de Mme Maryse RUFIN, cheffe du bureau du droit de séjour, de Mme Isabelle DOBRENELLE, cheffe du bureau du contentieux des étrangers et de l'éloignement, de Mme Isabelle BIENAIME, responsable de la plate-forme interdépartementale d'instruction des demandes de naturalisation, de Mme Laurence BOURREAU, responsable du pôle de Creil et de M. Luc HIPPOLYTE, responsable du pôle de Compiègne.

### **ARTICLE 2 :**

Dans le respect des exceptions prévues à l'article 1 alinéa 1 du présent arrêté, concomitamment à Mme Marie FARDEAU, délégation de signature est donnée pour tout acte ou document relevant de leur périmètre à :

- Mme Laurence BOURREAU, responsable du pôle de Creil, ou en cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, à Mme Valérie ROYER, pour tout acte relevant de ce pôle ;

- Mme Maryse RUFIN, cheffe du bureau du droit au séjour, pour les affaires relevant de son bureau, ou, en cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, à Mme Sofia AOUMI, son adjointe ;
  - Mme Isabelle DOBRENELLE, cheffe du bureau du contentieux des étrangers et de l'éloignement, pour les affaires relevant de son bureau ;
  - M. Luc HIPPOLYTE, responsable du pôle de Compiègne, ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à Mme Aurélia LAURENCÉ, pour tout acte relevant de ce pôle ;
  - Mme Isabelle BIENAIME, responsable de la plate-forme interdépartementale d'instruction des demandes de naturalisation, pour les affaires relevant de son service, y compris les décisions de classement sans suite ;
  - Délégation de signature est également accordée de manière concomitante, pour les courriers relevant de l'instruction des demandes de naturalisation, y compris les attestations sur l'honneur de communauté de vie et les déclarations par mariage, fratrie ou ascendant qui sont signées lors des entretiens à :
- Mme Nicole DAGUIN ;
  - Mme Lisa RENAUX ;
  - Mme Delphine FLORUS ;
  - Mme Marie LORION
  - Mme Kelly APTELL
- Mme Martine LÉPINE, responsable du guichet unique asile, pour les affaires relevant de son périmètre, ainsi que pour les informations relatives à l'assistance à évaluation de minorité.
  - Délégation de signature est également accordée de manière concomitante, pour la conduite des entretiens prévus à l'article 5 du règlement (UE) n°604/2013 du parlement européen et du conseil du 26 juin 2013, désignés par leurs initiales et leur cachet :

- Madame Martine LÉPINE initiales ML - cachet n°04
- Véronique PREY initiales : VP - cachet : N°01 ;
- Madame Tracy BLONDEAU initiales : TB - cachet : N°18 ;
- Madame Inga DABIJA initiales : ID - cachet : N°17 ;
- Madame Jennifer MORELLE initiales : JM - cachet : N°08 ;
- Madame Cindy JOSEPH initiales : CJ - cachet : N°42 ;
- Madame Amandine MORAT initiales : AM - cachet N°06 ;

### **ARTICLE 3 :**

Tout engagement de dépenses supérieur à 15 000 € TTC doit recevoir le visa préalable du secrétaire général de la préfecture de l'Oise. À cet effet et dans le cadre de CHORUS, délégation est donnée à **Mme Marie FARDEAU**, en qualité de prescripteur, à l'effet de signer :

- la décision de dépense et recette, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marchés ;
- la constatation du service fait ;
- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Mme Marie FARDEAU**, délégation est donnée à Mme Laurence LENGLIN, adjointe à la directrice de la citoyenneté et des étrangers en France, pour signer les bons de commande et la certification des dépenses dans la limite de 5 000 € TTC.

#### **ARTICLE 4 :**

Toute disposition contraire antérieure à celles du présent arrêté est abrogée.

#### **ARTICLE 5 :**

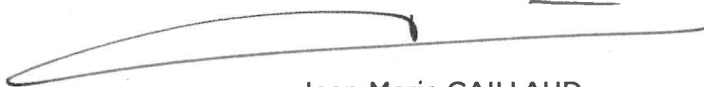
Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif d'Amiens peut-être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **ARTICLE 6 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

Fait à Beauvais, le - 1 JUIL. 2025

Le préfet de l'Oise,



Jean-Marie CAILLAUD

**Arrêté portant règlement du budget primitif 2025  
de la communauté de communes du pays noyonnais**

**LE PRÉFET DE L'OISE**  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres

**VU** le code général des collectivités territoriales (CGCT), en particulier ses articles L. 1612-2, L. 1612-19, R. 1612-11 et R. 1612-19 à R. 1612-25 ;

**VU** la saisine de la chambre régionale des comptes des Hauts-de-France par le préfet de l'Oise, en date du 17 avril 2025, en raison du rejet par le conseil communautaire du budget proposé par sa présidente lors de sa séance du 14 avril 2025 ;

**VU** l'avis n° 2025-0063 rendu le 5 juin 2025 par la chambre régionale des comptes des Hauts-de-France et notifié au préfet de l'Oise le 13 juin 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que la communauté de communes n'a pas adopté de budget primitif dans le délai de rigueur, qui est le 15 avril de l'année de l'exercice budgétaire, et qu'il appartient dès lors au préfet de régler le budget ;

**CONSIDÉRANT** qu'après analyse, le préfet de l'Oise n'a pas estimé devoir s'écarter des propositions de la chambre régionale des comptes des Hauts-de-France ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la Préfecture de l'Oise ;

**ARRÊTE**

**Article 1er** – Conformément aux propositions de la chambre régionale des comptes des Hauts-de-France issues de son avis n° 2025-0063 en date du 5 juin 2025, le budget primitif de la communauté de communes du pays noyonnais pour l'année 2025 est arrêté selon les annexes jointes.

Article 2 – Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le directeur départemental des finances publiques de l'Oise et la présidente sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

Article 3 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens dans le délai de deux mois suivant sa publication.

Beauvais, le **30 JUIN 2025**

Le préfet,



Jean-Marie CAILLAUD

**Annexe n° 1. CC DU PAYS NOYONNAIS –**  
**Budget primitif – Budget principal – exercice 2025 – M57 –**

		Budget initial		Propositions CRC	
SECTION D'INVESTISSEMENT					
		DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	2 206 654	3 761 950,97	2 382 070	3 593 522,67
+		+	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1)			88 250	
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	1 555 296,97		1 123 202,67	
=		=	=	=	=
Total de la section d'investissement		3 761 950,97	3 761 950,97	3 593 522,67	3 593 522,67
SECTION DE FONCTIONNEMENT					
		DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	22 115 829,65	21 064 871,53	22 324 493,14	21 361 785
+		+	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1)				
	002 Résultat de fonctionnement reporté		1 050 958,12		962 708,14
=		=	=	=	=
Total de la section de fonctionnement		22 115 829,65	22 115 829,65	22 324 493,14	22 324 493,14
TOTAL DU BUDGET		25 877 780,62	25 877 780,62	25 918 015,81	25 918 015,81

# SECTION D'INVESTISSEMENT

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget initial			Proposition CRC		
		RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total vote	RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total
018	RSA						
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations)		339 454	339 454	88 250	9 000	97 250
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations)		456 140	456 140			
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations)		318 730	318 730		692 270	692 270
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations)						
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations)		8 330	8 330			
<b>Total dépenses d'équipement</b>		<b>0</b>	<b>1 122 654</b>	<b>1 122 654</b>	<b>88 250</b>	<b>701 270</b>	<b>789 520</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves						
13	Subventions d'investissement						
16	Emprunts et dettes assimilées		1 084 000	1 084 000		1 584 000	1 584 000
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)						
26	Participations et créances rattachées						
27	Autres immobilisations financières						
<b>Total dépenses financières</b>		<b>0</b>	<b>1 084 000</b>	<b>1 084 000</b>	<b>0</b>	<b>1 584 000</b>	<b>1 584 000</b>
45...	Opérations pour compte de tiers						
<b>Total dépenses réelles d'investissement</b>		<b>0</b>	<b>2 206 654</b>	<b>2 206 654</b>	<b>88 250</b>	<b>2 285 270</b>	<b>2 373 520</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections					96 800,00	96 800
041	Opérations patrimoniales						
<b>Total dépenses d'ordre d'investissement</b>						<b>96 800</b>	<b>96 800</b>
<b>TOTAL</b>			<b>2 206 654</b>	<b>2 206 654</b>	<b>88 250</b>	<b>2 382 070</b>	<b>2 470 320</b>
<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>				<b>1 555 296,97</b>			<b>1 123 202,67</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>				<b>3 761 950,97</b>			<b>3 593 522,67</b>

# RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap	Libellé	Budget initial			#	Proposition CRC		
		RAR N-1 report és	Propositions nouvelles	Total vote		RAR N-1 repor tés	Propositions nouvelles	Total
018	RSA							
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)		36 483	36 483				
16	Emprunts et dettes assimilées							
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)							
204	Subventions d'équipement versées							
21	Immobilisations corporelles							
22	Immobilisations reçues en affectation							
23	Immobilisations en cours							
<b>Total recettes d'équipement</b>		<b>0</b>	<b>36 483</b>	<b>36 483</b>	#	<b>0</b>	<b>0</b>	
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)							
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		1 555 296,97	1 555 297			1 211 452,67	1 211 452,67
138	Autres subventions invest. non transf.							
16	Emprunts et dettes assimilées							
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)							
26	Participations et créances rattachées							
27	Autres immobilisations financières							
024	Produits des cessions d'immobilisations		222 000	222 000			250 000	250 000
<b>Total recettes financières</b>		<b>0</b>	<b>1 777 296,97</b>	<b>1 777 297</b>	#	<b>0</b>	<b>1 461 452,67</b>	<b>1 461 452,67</b>
45...	Opérations pour compte de tiers							
<b>Total recettes réelles d'investissement</b>		<b>0</b>	<b>1 813 779,97</b>	<b>1 813 780</b>		<b>0</b>	<b>1 461 452,67</b>	<b>1 461 452,67</b>
021	Virement de la section de fonctionnement		1 448 171	1 448 171			1 493 070	1 493 070
040	Opérations ordre transf. entre sections		500 000	500 000			639 000	639 000
041	Opérations patrimoniales							
<b>Total recettes d'ordre d'investissement</b>		<b>0</b>	<b>1 948 171</b>	<b>1 948 171</b>	#	<b>0</b>	<b>2 132 070</b>	<b>2 132 070</b>
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>0</b>	<b>3 761 950,97</b>	<b>3 761 951</b>	#	<b>0</b>	<b>3 593 522,67</b>	<b>3 593 522,67</b>

R 001 SOLDE D'EXECUTION  
ANTERIEUR REPORTE OU  
ANTICIPE

RECETTES  
D'INVESTISSEMENT  
CUMULEES

3 761 950,97

3 593 522,67

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget initial			Proposition CRC		
		RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total vote	RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total
011	Charges à caractère général		4 000 000	4 000 000		3 860 000	3 860 000,
012	Charges de personnel et frais assimilés		8 386 000	8 386 000		8 386 000	8 386 000,
014	Atténuation de produits		1 767 906,49	1 767 906,49		1 435 140	1 435 140
016	APA						
017	RSA/Régularisations de RMI						
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)		5 706 847,67	5 706 847,67		6 176 483,14	6 176 483,14
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus						
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>0</b>	<b>19 860 754,16</b>	<b>19 860 754,16</b>	<b>0</b>	<b>19 857 623,14</b>	<b>19 857 623,14</b>
66	Charges financières		303 904,49	303 904,49		320 000	320 000
67	Charges spécifiques		3 000	3 000		8 000	8 000
68	Dotations aux provisions, dépréciations					6 800	6 800
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>0</b>	<b>20 167 658,65</b>	<b>20 167 658,65</b>	<b>0</b>	<b>20 192 423,14</b>	<b>20 192 423,14</b>
023	Virement à la section d'investissement		1 448 171	1 448 171		1 493 070	1 493 070
042	Opérations ordre transf. entre sections		500 000	500 000		639 000	639 000
043	Opérations ordre intérieur de la section						
<b>Total dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>0</b>	<b>1 948 171</b>	<b>1 948 171</b>	<b>0</b>	<b>2 132 070</b>	<b>2 132 070</b>
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>0</b>	<b>22 115 829,65</b>	<b>22 115 829,65</b>	<b>0</b>	<b>22 324 493,14</b>	<b>22 324 493,14</b>
<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>							
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>				<b>22 115 829,65</b>			<b>22 324 493,14</b>

# RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap .	Libellé	Budget initial			Proposition CRC		
		RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total vote	RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total
013	Atténuations de charges		64 500,00	64 500		98 000	98 000
016	APA						
017	RSA/Régularisations de RMI						
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		1 606 770,53	1 606 770,53		1 613 475	1 613 475
73	Impôts et taxes (sauf le 731)		6 091 341	6 091 341,00		6 181 241	6 181 241
731	Fiscalité locale		9 269 968	9 269 968,00		9 261 839	9 261 839
74	Dotations et participations		3 849 466	3 849 466,00		3 940 430	3 940 430
75	Autres produits de gestion courante		182 826	182 826,00		170 000	170 000
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>0</b>	<b>21 064 871,53</b>	<b>21 064 871,53</b>	<b>0</b>	<b>21 264 985</b>	<b>21 264 985</b>
76	Produits financiers						
77	Produits spécifiques						
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)						
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>0</b>	<b>21 064 871,53</b>	<b>21 064 871,53</b>	<b>0</b>	<b>21 264 985</b>	<b>21 264 985</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections					96 800	96 800
043	Opérations ordre intérieur de la section						
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>	<b>96 800</b>	<b>96 800</b>
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>0</b>	<b>21 064 871,53</b>	<b>21 064 871,53</b>	<b>0</b>	<b>21 361 785</b>	<b>21 361 785</b>
<b>R 002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE OU ANTICIPE</b>				<b>1 050 958,12</b>			<b>962 708,14</b>
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>				<b>22 115 829,65</b>			<b>22 324 493,14</b>

**Annexe n° 2. CC DU PAYS NOYONNAIS**  
*Budget primitif – Budget annexe Inovia – Exercice 2025 - M57 –*

**Budget initial**

**Propositions CRC**

**SECTION D'INVESTISSEMENT**

		DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	7 127 576,80	2 992 140	1 293 392	2 154 938
	+	+	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1)				
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		4 135 436,80		4 103 100,05
	=	=	=	=	=
	Total de la section d'investissement	7 127 576,80	7 127 576,80	1 293 392	6 258 038,05

**SECTION DE FONCTIONNEMENT**

		DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	2 411 292,11	8 105 234,82	2 634 110,00	2 858 788,80
	+	+	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1)				
	002 Résultat de fonctionnement reporté	5 693 942,71		5 700 254,71	
	=	=	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement	8 105 234,82	8 105 234,82	8 334 364,71	2 858 788,80
	<b>TOTAL DU BUDGET</b>	<b>15 232 811,62</b>	<b>15 232 811,62</b>	<b>9 627 756,71</b>	<b>9 116 826,85</b>

# SECTION D'INVESTISSEMENT

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget initial			Proposition CRC		
		RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total vote	RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total
018	RSA						
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations)		4 000	4 000			
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations)						
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations)		502 100	502 100			
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations)						
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations)						
<b>Total dépenses d'équipement</b>		<b>0</b>	<b>506 100,00</b>	<b>506 100,00</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves						0
13	Subventions d'investissement						
16	Emprunts et dettes assimilées		870 000	870 000		885 900	885 900
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)						
26	Participations et créances rattachées						
27	Autres immobilisations financières						
<b>Total dépenses financières</b>		<b>0</b>	<b>870 000</b>	<b>870 000</b>	<b>0</b>	<b>885 900</b>	<b>885 900</b>
45...	Opérations pour compte de tiers						
<b>Total dépenses réelles d'investissement</b>		<b>0</b>	<b>1 376 100</b>	<b>1 376 100</b>	<b>0</b>	<b>885 900</b>	<b>885 900</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections		5 751 476,80	5 751 476,80		101 873	101 873
041	Opérations patrimoniales					305 619	305 619
<b>Total dépenses d'ordre d'investissement</b>		<b>0</b>	<b>5 751 476,80</b>	<b>5 751 476,80</b>	<b>0</b>	<b>407 492</b>	<b>407 492</b>
<b>TOTAL</b>		<b>0</b>	<b>7 127 576,80</b>	<b>7 127 576,80</b>	<b>0</b>	<b>1 293 392</b>	<b>1 293 392</b>
<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>							
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>				<b>7 127 576,80</b>			<b>1 293 392</b>

# RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget initial				Proposition CRC		
		RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total vote		RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total
018	RSA							
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)		282 140	282 140				
16	Emprunts et dettes assimilées							
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)							
204	Subventions d'équipement versées							
21	Immobilisations corporelles							
22	Immobilisations reçues en affectation							
23	Immobilisations en cours							
<b>Total recettes d'équipement</b>		<b>0</b>	<b>282 140</b>	<b>282 140</b>	#	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)							
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés							
138	Autres subventions invest. non transf.							
16	Emprunts et dettes assimilées							
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)							
26	Participations et créances rattachées							
27	Autres immobilisations financières							
024	Produits des cessions d'immobilisations		1 910 000	1 910 000			1 049 319	1 049 319
<b>Total recettes financières</b>		<b>0</b>	<b>1 910 000</b>	<b>1 910 000</b>	#	<b>0</b>	<b>1 049 319</b>	<b>1 049 319</b>
45...	Opérations pour compte de tiers					0	0	0
<b>Total recettes réelles d'investissement</b>		<b>0</b>	<b>2 192 140</b>	<b>2 192 140</b>		<b>0</b>	<b>1 049 319</b>	<b>1 049 319</b>
021	Virement de la section de fonctionnement							
040	Opérations ordre transf. entre sections		800 000	800 000			800 000	800 000
041	Opérations patrimoniales						305 619	305 619
<b>Total recettes d'ordre d'investissement</b>		<b>0</b>	<b>800 000</b>	<b>800 000</b>	#	<b>0</b>	<b>1 105 619</b>	<b>1 105 619</b>
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>0</b>	<b>2 992 140</b>	<b>2 992 140</b>	#	<b>0</b>	<b>2 154 938</b>	<b>2 154 938</b>

**R 001 SOLDE D'EXECUTION  
ANTERIEUR REPORTE OU ANTICIPE**

**4 135 436,80**

**4 103 100,05**

**RECETTES D'INVESTISSEMENT  
CUMULEES**

**7 127 576,80**

**6 258 038,05**

# SECTION DE FONCTIONNEMENT

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget initial			Proposition CRC		
		RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total vote	RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total
011	Charges à caractère général		1 085 292,11	1 085 292,11		976 610	976 610
012	Charges de personnel et frais assimilés		314 000	314 000		310 000	310 000
014	Atténuation de produits						0
016	APA						0
017	RSA/Régularisations de RMI						0
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)		5 000	5 000		5 000	5 000
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus						0
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>0</b>	<b>1 404 292,11</b>	<b>1 404 292,11</b>	<b>0</b>	<b>1 291 610</b>	<b>1 291 610</b>
66	Charges financières		200 000	200 000		200 000	200 000
67	Charges spécifiques		7 000,	7 000		55 000	55 000
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)					287 500	287 500
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>0</b>	<b>1 611 292,11</b>	<b>1 611 292,11</b>	<b>0</b>	<b>1 834 110</b>	<b>1 834 110</b>
023	Virement à la section d'investissement						
042	Opérations ordre transf. entre sections		800 000	800 000		800 000	800 000
043	Opérations ordre intérieur de la section						
<b>Total dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>0</b>	<b>800 000</b>	<b>800 000</b>	<b>0</b>	<b>800 000</b>	<b>800 000</b>
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>0</b>	<b>2 411 292,11</b>	<b>2 411 292,11</b>	<b>0</b>	<b>2 634 110</b>	<b>2 634 110</b>
<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>				<b>5 693 942,71</b>	<b>5 700 254,71</b>		
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>				<b>8 105 234,82</b>	<b>8 334 364,71</b>		

# RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget initial			Proposition CRC		
		RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total vote	RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total
013	Atténuations de charges						
016	APA						
017	RSA/Régularisations de RMI						
70	Prod. services, domaine, ventes diverses						
73	Impôts et taxes (sauf le 731)						
731	Fiscalité locale						
74	Dotations et participations		1 403 758,02	1 403 758,02		1 871 915,80	1 871 915,80
75	Autres produits de gestion courante		950 000	950 000		885 000	885 000
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>0</b>	<b>2 353 758,02</b>	<b>2 353 758,02</b>	<b>0</b>	<b>2 756 915,80</b>	<b>2 756 915,80</b>
76	Produits financiers			0			
77	Produits spécifiques		0	0			
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)			0			
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>0</b>	<b>2 353 758</b>	<b>2 353 758</b>	<b>0</b>	<b>2 756 915,80</b>	<b>2 756 915,80</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections		5 751 476,80	5 751 476,80		101 873	101 873
043	Opérations ordre intérieur de la section						
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>0</b>	<b>5 751 476,80</b>	<b>5 751 476,80</b>	<b>0</b>	<b>101 873</b>	<b>101 873</b>
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>0</b>	<b>8 105 234,82</b>	<b>8 105 234,82</b>	<b>0</b>	<b>2 858 788,80</b>	<b>2 858 788,80</b>
R 002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE OU ANTICIPE							
RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES				8 105 234,82			2 858 788,80

**Annexe n° 3. CC DU PAYS NOYONNAIS**  
*Budget primitif – Budget annexe AESN – Exercice 2025 - M57 –*

		Budget initial	Propositions CRC
SECTION D'INVESTISSEMENT			
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	63 560	3 937 259,69
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1)		
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	3 873 699,69	
	=	=	=
	Total de la section d'investissement	3 937 259,69	3 937 259,69
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	327 320,68	327 320,68
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1)		
	002 Résultat de fonctionnement reporté		
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement	327 320,68	327 320,68
	TOTAL DU BUDGET	4 264 580,37	4 264 580,37
		4 098 206,51	4 098 206,51

## SECTION D'INVESTISSEMENT

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget initial			Proposition CRC		
		RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total vote	RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total
018	RSA			0			
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations)						
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations)						
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations)		28 560	28 560		28 560	28 560
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations)						
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations)						
<b>Total dépenses d'équipement</b>		<b>0</b>	<b>28 560</b>	<b>28 560</b>	<b>0</b>	<b>28 560</b>	<b>28 560</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves						
13	Subventions d'investissement						
16	Emprunts et dettes assimilées		35 000	35 000		35 000	35 000
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)						
26	Participations et créances rattachées						
27	Autres immobilisations financières						
<b>Total dépenses financières</b>		<b>0</b>	<b>35 000</b>	<b>35 000</b>	<b>0</b>	<b>35 000</b>	<b>35 000</b>
45..	Opérations pour compte de tiers						
<b>Total dépenses réelles d'investissement</b>		<b>0</b>	<b>63 560</b>	<b>63 560</b>	<b>0</b>	<b>63 560</b>	<b>63 560</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections	0			0	6 300	6 300
041	Opérations patrimoniales	0			0		
<b>Total dépenses d'ordre d'investissement</b>		<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>	<b>6 300</b>	<b>6 300</b>
<b>TOTAL</b>		<b>0</b>	<b>63 560</b>	<b>63 560</b>	<b>0</b>	<b>69 860</b>	<b>69 860</b>
<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>				<b>3 873 699,69</b>			<b>3 701 125,83</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>				<b>3 937 259,69</b>			<b>3 770 985,83</b>

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget initial				Proposition CRC		
		RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total vote		RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total
018	RSA			0				0
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)			0			0	0
16	Emprunts et dettes assimilées			0				0
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)			0				0
204	Subventions d'équipement versées			0				0
21	Immobilisations corporelles			0				0
22	Immobilisations reçues en affectation			0				0
23	Immobilisations en cours			0				0
<b>Total recettes d'équipement</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	#	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)			0				0
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		3 728 339,01	3 728 339,01			3 555 765,15	3 555 765,15
138	Autres subventions invest. non transf.			0				0
16	Emprunts et dettes assimilées			0				0
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)			0				0
26	Participations et créances rattachées			0				0
27	Autres immobilisations financières			0				0
024	Produits des cessions d'immobilisations			0				0
<b>Total recettes financières</b>		<b>0</b>	<b>3 728 339,01</b>	<b>3 728 339,01</b>	#	<b>0</b>	<b>3 555 765,15</b>	<b>3 555 765,15</b>
45..	Opérations pour compte de tiers			0		0	0	0
<b>Total recettes réelles d'investissement</b>		<b>0</b>	<b>3 728 339,01</b>	<b>3 728 339,01</b>		<b>0</b>	<b>3 555 765,15</b>	<b>3 555 765,15</b>
021	Virement de la section de fonctionnement		168 820,68	168 820,68			175 120,68	175 120,68
040	Opérations ordre transf. entre sections		40 100	40 100			40 100	40 100
041	Opérations patrimoniales							
<b>Total recettes d'ordre d'investissement</b>		<b>0</b>	<b>208 920,68</b>	<b>208 920,68</b>	#	<b>0</b>	<b>215 220,68</b>	<b>215 220,68</b>
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>0</b>	<b>3 937 259,69</b>	<b>3 937 259,69</b>	#	<b>0</b>	<b>3 770 985,83</b>	<b>3 770 985,83</b>
<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION ANTERIEUR REPORTE OU ANTICIPE</b>				<b>0,00</b>				<b>0,00</b>
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>				<b>3 937 259,69</b>				<b>3 770 985,83</b>
<b>Pour information :</b>								
<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>				<b>208 920,68</b>				<b>208 920,68</b>
<b>SOLDE SECTION INVESTISSEMENT</b>				<b>0</b>				<b>0,00</b>

# SECTION DE FONCTIONNEMENT

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget initial			Proposition CRC		
		RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total vote	RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total
011	Charges à caractère général		112 400	112 400		72 500	72 500
012	Charges de personnel et frais assimilés						
014	Atténuation de produits						
016	APA						
017	RSA/Régularisations de RMI						
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)						
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus						
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>0</b>	<b>112 400</b>	<b>112 400</b>	<b>0</b>	<b>72 500</b>	<b>72 500</b>
66	Charges financières		6 000	6 000,		6 000	6 000
67	Charges spécifiques						
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaire)					33 500	33 500
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>0</b>	<b>118 400</b>	<b>118 400</b>	<b>0</b>	<b>112 000</b>	<b>112 000</b>
023	Virement à la section d'investissement		168 820,68	168 820,68		175 120,68	175 120,68
042	Opérations ordre transf. entre sections		40 100	40 100		40 100	40 100
043	Opérations ordre intérieur de la section						
<b>Total dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>0</b>	<b>208 920,68</b>	<b>208 920,68</b>	<b>0</b>	<b>215 220,68</b>	<b>215 220,68</b>

### TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

0 327 320,68 327 320,68

0 327 220,68 327 220,68

### D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE

0,00

0,00

### TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

327 320,68

327 220,68

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget initial			Proposition CRC		
		RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total vote	RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total
013	Atténuations de charges						
016	APA						
017	RSA/Régularisations de RMI						
70	Prod. services, domaine, ventes diverses						
73	Impôts et taxes (sauf le 731)						
731	Fiscalité locale						
74	Dotations et participations		227 320,68	227 320,68		248 920,68	248 920,68
75	Autres produits de gestion courante		100 000	100 000		72 000	72 000
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>0</b>	<b>327 320,68</b>	<b>327 320,68</b>	<b>0,00</b>	<b>320 920,68</b>	<b>320 920,68</b>
76	Produits financiers						
77	Produits spécifiques						
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)						
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>0</b>	<b>327 320,68</b>	<b>327 320,68</b>	<b>0,00</b>	<b>320 920,68</b>	<b>320 920,68</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections					6 300	6 300
043	Opérations ordre intérieur de la section						
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 300</b>	<b>6 300</b>

### TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT

0 327 320,68 327 320,68

0,00 327 220,68 327 220,68

### R 002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE OU ANTICIPE

### RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

327 320,68

327 220,68

### Pour information :

### AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

208 920,68

208 920,68

### SOLDE SECTION FONCTIONNEMENT

0,00

0,00

**Annexe n° 4. CC DU PAYS NOYONNAIS**  
*Budget primitif – Budget annexe SPANC – Exercice 2025 – M49 –*

Budget initial

Propositions CRC

SECTION D'EXPLOITATION

		DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	53 000	81 094,97	56 700	74 450
+		+	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1)				
	002 Résultat d'exploitation reporté	28 094,97		28 094,97	
=		=	=	=	=
Total de la section d'exploitation		81 094,97	81 094,97	84 794,97	74 450,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

		DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	26 300,65	3 000		3 000
+		+	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1)				
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		23 300,65		23 300,65
=		=	=	=	=
Total de la section d'investissement		26 300,65	26 300,65	0,00	26 300,65
Total du budget		107 395,62	107 395,62	84 794,97	100 750,65

**SECTION D'INVESTISSEMENT**

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Budget initial			Proposition CRC		
		RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total vote	RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations)						
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations)						
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations)		26 300,65	26 300,65			
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations)						
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations)						
<b>Total dépenses d'équipement</b>		<b>0</b>	<b>26 300,65</b>	<b>26 300,65</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves						
13	Subventions d'investissement						
16	Emprunts et dettes assimilées						
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)						
26	Participations et créances rattachées						
27	Autres immobilisations financières						
<b>Total dépenses financières</b>		<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
45...	Opérations pour compte de tiers						
<b>Total dépenses réelles d'investissement</b>		<b>0</b>	<b>26 300,65</b>	<b>26 300,65</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections	0			0		
041	Opérations patrimoniales	0			0		
<b>Total dépenses d'ordre d'investissement</b>		<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>		<b>0</b>	<b>26 300,65</b>	<b>26 300,65</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>							
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>				<b>26 300,65</b>			<b>0</b>

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget initial				Proposition CRC		
		RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total vote		RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)						0	
16	Emprunts et dettes assimilées							
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)							
204	Subventions d'équipement versées							
21	Immobilisations corporelles							
22	Immobilisations reçues en affectation							
23	Immobilisations en cours							
<b>Total recettes d'équipement</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	#	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)							
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés						0	
138	Autres subventions invest. non transf.							
16	Emprunts et dettes assimilées							
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)							
26	Participations et créances rattachées							
27	Autres immobilisations financières							
024	Produits des cessions d'immobilisations							
<b>Total recettes financières</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	#	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
45...	Opérations pour compte de tiers					0	0	
<b>Total recettes réelles d'investissement</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
021	Virement de la section de fonctionnement							
040	Opérations ordre transf. entre sections		3 000	3 000			3 000	3 000
041	Opérations patrimoniales							
<b>Total recettes d'ordre d'investissement</b>		<b>0</b>	<b>3 000</b>	<b>3 000</b>	#	<b>0</b>	<b>3 000</b>	<b>3 000</b>
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>0</b>	<b>3 000</b>	<b>3 000</b>	#	<b>0</b>	<b>3 000</b>	<b>3 000</b>

R 001 SOLDE D'EXECUTION ANTERIEUR  
REPORTE OU ANTICIPE

23 300,65

23 300,65

RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

26 300,65

26 300,65

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL  
DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION  
D'INVESTISSEMENT

3 000,00

3 000

SOLDE SECTION INVESTISSEMENT

0

26 300,65

# SECTION D'EXPLOITATION

## DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget initial			Proposition CRC		
		RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total vote	RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total
011	Charges à caractère général		4 000	4 000		3 000	3 000
012	Charges de personnel et frais assimilés		46 000	46 000		46 000	46 000
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)						
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>0</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>0</b>	<b>49 000</b>	<b>49 000</b>
66	Charges financières						
67	Charges spécifiques						
68	Dotations aux provisions et dépréciations					4 700	4 700
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>0</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>0</b>	<b>53 700</b>	<b>53 700</b>
023	Virement à la section d'investissement						
042	Opérations ordre transf. entre sections		3 000	3 000		3 000	3 000
043	Opérations ordre intérieur de la section						
<b>Total dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>0</b>	<b>3 000</b>	<b>3 000</b>	<b>0</b>	<b>3 000</b>	<b>3 000</b>
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>0</b>	<b>53 000</b>	<b>53 000</b>	<b>0</b>	<b>56 700</b>	<b>56 700</b>
<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>				<b>28 095</b>	<b>28 094,97</b>		
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>				<b>81 094,97</b>	<b>84 794,97</b>		

## RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget initial			Proposition CRC		
		RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total vote	RAR N-1 reportés	Propositions nouvelles	Total
013	Atténuations de charges						
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		25 000	25 000		63 450	63 450
74	Dotations et participations		56 094,97	56 094,97			
75	Autres produits de gestion courante						
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>0</b>	<b>81 094,97</b>	<b>81 094,97</b>	<b>0</b>	<b>63 450</b>	<b>63 450</b>
76	Produits financiers						
77	Produits spécifiques					11 000	11 000
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)						
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>0</b>	<b>81 094,97</b>	<b>81 094,97</b>	<b>0</b>	<b>74 450</b>	<b>74 450</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections						
043	Opérations ordre intérieur de la section						
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>0</b>	<b>81 094,97</b>	<b>81 094,97</b>	<b>0</b>	<b>74 450</b>	<b>74 450</b>



**PRÉFET  
DE L'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des collectivités locales et des élections  
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire**

**Arrêté portant dérogation aux dispositions de l'article L. 1111-10 du CGCT  
pour les travaux de restauration de l'église Saint-Denis  
de la commune de Sérifontaine**

Le préfet de l'Oise  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;  
Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment son article L. 1111-10 ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
Vu le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;  
Vu le décret du 6 novembre 2024 nommant M. Jean-Marie CAILLAUD, préfet du département de l'Oise ;  
Vu l'arrêté du 24 mai 1928 classant l'église Saint-Denis de la commune de Sérifontaine monument historique ;  
Considérant l'opération relative à la réalisation d'une mission de diagnostic portant sur la restauration générale de l'église ;  
Considérant qu'il s'agit d'un projet d'investissement en matière de rénovation des monuments protégés au titre du code du patrimoine ;  
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** – La participation financière minimale de la commune de Sérifontaine au financement de la mission de diagnostic portant sur la restauration générale de l'église Saint-Denis, dont elle est maître d'ouvrage, peut être inférieure à 20 % du montant total des financements apportés par des personnes publiques.

Il est ainsi dérogé aux dispositions de l'article L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales.

**Article 2** – Monsieur le secrétaire général de la préfecture et monsieur le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Beauvais, le **30 JUIN 2025**

Le préfet,



Jean-Marie CAILLAUD



**PRÉFET  
DE L'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des collectivités locales et des élections  
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire**

**Arrêté portant dérogation aux dispositions de l'article L. 1111-10 du CGCT  
pour les travaux de restauration de l'église Saint-Denis  
de la commune de Sérifontaine**

Le préfet de l'Oise  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;  
Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment son article L. 1111-10 ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
Vu le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;  
Vu le décret du 6 novembre 2024 nommant M. Jean-Marie CAILLAUD, préfet du département de l'Oise ;  
Vu l'arrêté du 24 mai 1928 classant l'église Saint-Denis de la commune de Sérifontaine monument historique ;  
Considérant l'opération de travaux de réfection du pignon de l'église ;  
Considérant qu'il s'agit d'un projet d'investissement en matière de rénovation des monuments protégés au titre du code du patrimoine ;  
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** – La participation financière minimale de la commune de Sérifontaine au financement des travaux de réfection du pignon de l'église Saint-Denis, dont elle est maître d'ouvrage, peut être inférieure à 20 % du montant total des financements apportés par des personnes publiques. Il est ainsi dérogé aux dispositions de l'article L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales.

**Article 2** – Monsieur le secrétaire général de la préfecture et monsieur le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Beauvais, le **30 JUIN 2025**

Le préfet,



Jean-Marie CAILLAUD



**DECISION DREETS HAUTS-DE-FRANCE  
N° 2025-T- Affectations 60 – 03**

**PORTANT AFFECTATION DES AGENTS DE CONTROLE DANS LES UNITÉS DE CONTROLE  
ET GESTION DES INTERIMS**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES DE L'OISE**

Le directeur régional de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de la région Hauts-de-France,

Vu le code du travail, et notamment ses articles R. 8122-3 et R.8122-6,

Vu le code rural et de la pêche maritime,

Vu le décret n° 2003-770 du 20 août 2003 portant statut particulier du corps de l'inspection du travail,

Vu le décret n° 2014-359 du 20 mars 2014 relatif à l'organisation du système d'inspection du travail,

Vu le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations,

Vu l'arrêté du 27 février 2023 portant nomination de M. Bruno DROLEZ sur l'emploi de directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France,

Vu l'arrêté ministériel du 19 mars 2024 portant répartition des unités de contrôle de l'inspection du travail,

Vu la décision du 30 juin 2025 portant localisation et délimitation des unités de contrôle et des sections d'inspection du travail pour la région Hauts-de-France,

**DECIDE**

**Article 1.1 :** Les inspecteurs du travail dont les noms suivent sont chargés des actions d'inspection de la législation du travail dans les entreprises relevant des sections d'inspection du travail composant les unités de contrôle suivantes :

➤ **Unité de contrôle 1 « OISE OUEST » (UC 1) Beauvais**

Responsable de l'UC : Bessy COUPÉ

Section 01-01 : Poste vacant, intérim assuré par Coraline THIRION, inspectrice du travail ;  
Section 01-02 : Coraline THIRION, inspectrice du travail ;  
Section 01-03 : Poste vacant, intérim assuré par Marie ZORZANELLO, inspectrice du travail ;  
Section 01-04 : Poste vacant, intérim assuré par Elisabeth GUIMARAES, inspectrice du travail ;  
Section 01-05 : Denis BATAILLE, inspecteur du travail ;  
Section 01-06 : Marie ZORZANELLO, inspectrice du travail ;  
Section 01-07 : Frédéric QUIGNON, inspecteur du travail ;  
Section 01-08 : Elisabeth GUIMARAES, inspectrice du travail ;  
Elisabeth GUIMARAES est également compétente pour les entreprises du secteur mines et carrières pour le département à l'exception de celles dépendant de l'Unité de Contrôle de Compiègne-UC3,

➤ **Unité de contrôle 2 « OISE CENTRE » (UC 2) Creil**

Responsable de l'UC : Poste vacant, intérim assuré par Madame Bessy COUPÉ, responsable de l'unité de contrôle 01 de l'Oise

Section 02-01 : Clotilde BELFORT-WOOD, inspectrice du travail ;  
Section 02-02 : Poste vacant, intérim assuré par Bessy COUPE, responsable de l'unité de contrôle de l'UC Oise Ouest de Beauvais ;  
Section 02-03 : Katia GRECO, Inspectrice du travail ;  
Section 02-04 : Catia GOMES DA SILVA, inspectrice du travail ;  
Section 02-05 : Poste vacant, intérim assuré par Catia GOMES DA SILVA, inspectrice du travail ;  
Section 02-06 : Poste vacant, intérim assuré par Catia GOMES DA SILVA, inspectrice du travail,  
Section 02-07 : Poste vacant, intérim assuré par Fabrice TREHOREL, responsable de l'unité de contrôle de l'UC Oise Est de Compiègne.

**Unité de contrôle 3 « OISE EST » (UC3) Compiègne**

Responsable de l'UC : Fabrice TREHOREL

Section 03-01 : Eric VATIN, Inspecteur du Travail  
Section 03-02 : Poste vacant, intérim assuré Fabrice TREHOREL, RUC, à l'exception de l'établissement de santé Polyclinique Saint Côme sise 7 rue Jean-Jacques Bernard – 60200 Compiègne dont le suivi est assuré par l'agent de la section 6 en premier ressort ;  
Section 03-03 : Sébastien RAIMBAULT, Inspecteur du travail  
Section 03-04 « transport Est » : Poste vacant,  
- Eric VATIN est chargé de l'intérim sur les communes suivantes : Antheuil-Portes, Baugy, Belloy, Biermont, Boulogne-la-Grasse, Braisnes sur Aronde, Conchy-Les-Pots, Coudun, Cuvilly, Giraumont, Gournay-Sur-Aronde, Hainvillers, Lataule, Margny-Sur-Matz, Marquéglise, Monchy-Humières, Mortemer, Neufvy-Sur-Aronde, Neuville-Sur-Ressons (La), Orvillers-Sorel, Ressons-Sur-Matz, Ricquebourg, Vignemont, Villers-Sur-Coudun ;

- Madame Corinne KOLOR est chargée de l'intérim du contrôle de toutes les entreprises et de tous les établissements relevant de la compétence des transports dont le périmètre est défini par la décision du 30 juin 2025 portant localisation et délimitation des unités de contrôle et des sections d'Inspection du Travail des Hauts-de-France pour le secteur des transports ;
- Madame Nathalie GONCALVES est chargée de l'intérim du contrôle des entreprises de la commune de Compiègne affectées au périmètre de la présente section ;
- Monsieur Fabrice TREHOREL est chargé du contrôle des entreprises du secteur mines et carrières dépendantes de l'Unité de Contrôle de Compiègne-UC3,

Section 03-05 : Corinne KOLOR, inspectrice du travail, à l'exception de l'entreprise BREZILLON sise 128 rue de Beauvais – Margny les Compiègne (60280) qui dépend de l'agent affecté au contrôle des entreprises de la commune de Compiègne pour la section 03-04 ;

Section 03-06 : Nathalie GONCALVES, inspectrice du travail, à l'exception du Centre Hospitalier de Compiègne, sis ZAC de Mercières 3, 8 avenue Henri Adnot – 60200 Compiègne dont le suivi est assuré par l'agent de la section 2 en premier ressort ;

**Article 1.2 :** Conformément aux dispositions de l'article R. 8124-16 du code du travail, le travail des agents suivants est organisé spécifiquement à l'égard des entreprises identifiées ci-dessous, de façon à éviter les situations dans lesquelles un doute pourrait naître quant à l'impartialité de l'agent ou l'exercice indépendant de ses fonctions :

- L'inspecteur du travail de la section 03-02 n'exercera aucun contrôle et aucune autorité administrative décisionnelle sur l'établissement de la Polyclinique Saint-Côme, sise 7 rue Jean-Jacques Bernard à Compiègne. Le contrôle et l'autorité administrative décisionnelle seront exercés pour cet établissement par l'inspectrice du travail de la section 03-06 puis par la chaîne d'intérim prévue pour cette section, à l'exception de la section 03-02.

- L'inspectrice du travail de la section 03-06 n'exercera aucun contrôle et aucune autorité administrative décisionnelle sur l'entité du Centre Hospitalier de Compiègne sise ZAC de Mercières, 8 avenue Henri Adnot à Compiègne. Le contrôle et l'autorité administrative décisionnelle seront exercés pour cet établissement par l'agent de contrôle de la section 03-02 puis par la chaîne d'intérim prévue pour cette section, à l'exception de la section 03-06.

**Article 1.3 :** - Fabrice TREHOREL est chargé du contrôle des entreprises du secteur mines et carrières, par intérim (défini par la décision du 30 juin 2025 portant localisation et délimitation des unités de contrôle et des sections d'Inspection du Travail des Hauts-de-France), pour l'UC 3 ;

- Elisabeth GUIMARAES est chargée du contrôle des entreprises du secteur mines et carrières pour le reste du département.

**Article 1.4 :** En cas d'absence ou d'empêchement d'un ou plusieurs agents de contrôle visés aux articles 1.1 à 1.3, l'intérim est organisé selon les modalités suivantes :

- **Pour l'UC 1 :**

- L'intérim de la section 01-01, en cas d'absence de l'inspecteur de la section 01-02 est assuré par l'inspectrice du travail de la section 01-06, ou, en cas d'absence ou d'empêchement par l'inspectrice du travail de la section 01-08, ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par la responsable de l'unité de contrôle de Beauvais.

- L'intérim de la section 01-02 est assuré par l'inspectrice du travail de la section 01-06, ou, en cas d'absence ou d'empêchement par l'inspectrice du travail de la section 01-08, ou, en cas d'absence ou d'empêchement par la responsable de l'unité de contrôle de Beauvais.

- L'intérim de la section 01-03 en cas d'absence ou d'empêchement de l'inspectrice du travail de la section 01-06, est assuré par l'inspectrice du travail de la section 01-08, ou, en cas d'absence ou d'empêchement par l'inspectrice du travail de la section 01-02, ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par la responsable de l'unité de contrôle de Beauvais.

- L'intérim de la section 01-04, en cas d'absence de l'inspectrice du travail de la section 01-08, est assuré par l'inspectrice du travail de la section 01-06 ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspectrice du travail de la section 01-02, ou en cas d'absence ou d'empêchement par la responsable de l'unité de contrôle de Beauvais.

- L'intérim de la section 01-05 est assuré par l'inspectrice du travail de la section 01-06 ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspectrice du travail de la section 01-08, ou en cas d'absence ou d'empêchement par l'inspectrice du travail de la section 01-02, ou, en cas d'absence ou d'empêchement par la responsable de l'unité de contrôle Beauvais.

- L'intérim de l'inspectrice du travail de la section 01-06 est assuré par l'inspectrice du travail de la section 01-08, ou, en cas d'absence ou d'empêchement par l'inspectrice du travail de la section 01-02, ou, en cas d'absence ou d'empêchement par la responsable de l'unité de contrôle de Beauvais.

- L'intérim de la section 01-07 est assuré par l'inspectrice du travail de la section 01-02, ou, en cas d'absence ou d'empêchement par l'inspectrice du travail de la section 01-06, ou, en cas d'absence ou d'empêchement par l'inspectrice du travail de la section 01-08, ou, en cas d'absence ou d'empêchement par la responsable de l'unité de contrôle.

L'intérim de l'inspectrice du travail de la section 01-08 est assuré par l'inspectrice du travail de la section 01-02, ou, en cas d'absence ou d'empêchement par l'inspectrice du travail de la section 01-06, ou, en cas d'absence ou d'empêchement par la responsable de l'unité de contrôle de Beauvais.

L'intérim de l'inspectrice du travail de la section 01-08 pour les entreprises du secteur mines et carrières est assuré par le responsable de l'unité de contrôle de Compiègne, ou, en cas d'absence ou d'empêchement, suivant la chaîne d'intérim prévue pour la section 01-08.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de tous les agents de contrôle affectés au sein de l'unité de contrôle faisant obstacle à ce que l'intérim soit assuré selon les modalités fixées ci-dessus, l'intérim est assuré par la responsable de l'UC1 Beauvais ou, en cas d'absence ou d'empêchement par le responsable de l'UC2 Creil ou, en cas d'absence ou d'empêchement par le responsable de l'UC3 Compiègne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par le directeur du travail, responsable du pôle Inspection du travail de la DDETS de l'Oise.

- **Pour l'UC2 :**

- L'intérim de la section 02-01, est assuré, par l'inspectrice du travail de la section 02-03, ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspectrice du travail de la section 02-04 ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par la (le) responsable de l'unité de contrôle de Creil ;

- L'intérim de la section 02-02, est assuré par la responsable de l'unité de contrôle de Beauvais, ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspectrice du travail de la section 02-03 ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspectrice du travail de la section 02-04 ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspectrice du travail de la section 02-01 ;

- L'intérim de la section 02-03 est assuré par l'inspectrice du travail de la section 02-04 ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspectrice du travail de la section 02-01, ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par la (le) responsable de l'unité de contrôle de Creil ;

- L'intérim de la section 02-04, est assuré, par l'inspectrice du travail de la section 02-03 ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspectrice du travail de la section 02-01, ou, en cas d'absence ou d'empêchement par la (le) responsable d'unité de contrôle de Creil ;

- L'intérim de la section 02-05 est assuré par l'inspectrice du travail de la section 02-04, ou en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspectrice du travail de la section 02-03, ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspectrice du travail de la section 02-01, ou, en cas d'absence ou d'empêchement par la responsable d'unité de contrôle de Creil ;

- L'intérim de la section 02-06 est assuré par l'inspectrice du travail de la section 02-04, ou en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspectrice du travail de la section 02-03, ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspectrice du travail de la section 02-01, ou, en cas d'absence ou d'empêchement par la (le) responsable d'unité de contrôle de Creil ;

- En cas d'absence ou d'empêchement du RUC de l'UC3, l'intérim de la section 02-07 est assuré par l'inspectrice du travail de la section 02-04 ou en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspectrice du travail de la section 02-03, ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspectrice du travail de la section 02-01, ou, en cas d'absence ou d'empêchement par la responsable d'unité de contrôle de Creil ;

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de tous les agents de contrôle affectés au sein de l'UC2, faisant obstacle à ce que l'intérim soit assuré selon les modalités fixées ci-dessus, l'intérim est assuré par le responsable de l'UC2 ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par le responsable de l'UC1 ou, en cas d'absence ou d'empêchement par le responsable de l'UC3 ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par le directeur du travail, responsable du pôle Inspection du travail de la DDETS de l'Oise.

- **Pour l'UC3 :**

- L'intérim de la section 03-01 est assuré, en cas d'absence de l'agent titulaire, par l'inspecteur du travail de la section 03-02, ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspecteur du travail de la section 03-03, ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspectrice du travail de la section 03-05 ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspectrice du travail de la section 03-06 ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par le responsable de l'unité de contrôle de Compiègne.

- L'intérim de la section 03-02 est assuré, en cas d'absence de l'agent titulaire, par l'inspecteur du travail de la section 03-03, ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspectrice du travail de la section 03-05 ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspectrice du travail de la section 03-06 ou, en cas d'absence ou d'empêchement par l'inspecteur du travail de la section 03-01 ou, en cas d'absence ou d'empêchement par l'inspecteur du travail de la section 03-03, ou en cas d'absence ou d'empêchement par le responsable de l'unité de contrôle de Compiègne.

- L'intérim de la section 03-03 est assuré, en cas d'absence de l'agent titulaire, par l'Inspectrice du Travail de la section 03-05, ou, en cas d'absence ou d'empêchement par l'inspectrice du travail de la section 03-06, ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspecteur du travail de la section 03-01, ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspecteur du travail de la section 03-02, ou, en cas d'absence ou d'empêchement par le responsable de l'unité de contrôle de Compiègne.

- L'intérim de la section 03-04 en cas d'absence de l'agent de la section 03-01 et pour les communes suivantes : Antheuil-Portes, Baugy, Belloy, Biermont, Boulogne-la-Grasse, Braisnes sur Aronde, Conchy-Les-Pots, Coudun, Cuvilly, Giraumont, Gournay-Sur-Aronde, Hainvillers, Lataule, Margny-Sur-Matz, Marquéglise, Monchy-Humières, Mortemer, Neufvy-Sur-Aronde, Neuville-Sur-Ressons (La), Orvillers-Sorel, Ressons-Sur-Matz,, Riquebourg, Vignemont, Villers-Sur-Coudun, est assuré par l'Inspecteur du travail de la section 03-02, ou, en cas d'absence ou d'empêchement par l'inspecteur du travail de la section 03-03, ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspectrice du travail de la section 03-05, ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspectrice du travail de la section 03-06 ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par le responsable de l'unité de contrôle de Compiègne.

- L'intérim de la section 03-04 en cas d'absence de l'inspectrice du travail de la section 03-05 et pour la partie entreprises et établissements des transports, est assuré par l'inspectrice du travail de la section 03-06, ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspecteur du travail de la section 03-01, ou, en cas d'absence ou d'empêchement par l'inspecteur du travail de la section 03-02, ou, en cas d'absence ou d'empêchement par l'inspecteur du travail de la section 03-03, ou, en cas d'absence ou d'empêchement par le responsable de l'unité de contrôle de Compiègne.

- L'intérim de la section 03-04, en cas d'absence de l'inspectrice de la section 03-06 et pour la partie entreprises et établissements de la commune de Compiègne est assuré par l'inspectrice du travail de la section 03-05, ou en cas d'absence ou d'empêchement par l'inspecteur du travail de la section 03-01 ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspecteur du travail de la section 03-02 ou, en cas d'absence ou d'empêchement par l'inspecteur du travail de la section 03-03, ou, en cas d'absence ou d'empêchement par le responsable de l'unité de contrôle de Compiègne.

- L'intérim de la section 03-05 est assuré par l'inspectrice du travail de la section 03-06 ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspecteur du travail de la section 03-01 ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspecteur du travail de la section 03-02 ou, en cas d'absence ou d'empêchement par l'inspecteur du travail de la section 03-03, ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par le responsable de l'unité de contrôle de Compiègne.

- L'intérim de la section 03-06 est assuré par l'inspecteur du travail de la section 03-01 ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspecteur du travail de la section 03-02, ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspecteur du travail de la section 03-03, ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspectrice du travail de la section 03-05 ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'inspectrice de la section 03-06 ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par le responsable de l'unité de contrôle.

- L'intérim de l'Inspecteur du Travail de la section 03-04 en cas d'absence du responsable de l'unité de contrôle de Compiègne, concernant les entreprises du secteur mines et carrières est assuré par l'inspectrice du travail de la section 01-08 ou, en cas d'absence ou d'empêchement, suivant la chaîne d'intérim prévue pour la section 03-04 à l'exception du secteur de la section 01-08 assuré par la responsable de l'unité de contrôle de Beauvais.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de tous les agents de contrôle affectés au sein de l'UC3, faisant obstacle à ce que l'intérim soit assuré selon les modalités fixées ci-dessus, l'intérim est assuré par le RUC de l'UC3 ou en cas d'absence ou d'empêchement par le RUC de l'UC1 ou, en cas d'absence ou

d'empêchement par le RUC de l'UC2 en cas d'absence ou d'empêchement, par le directeur du travail, responsable du pôle Inspection du travail de la DDETS de l'Oise.

**Article 1.5 :** L'intérim du responsable de l'UC 1 est assuré par le responsable de l'UC 2 ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par le responsable de l'UC 3.

L'intérim du responsable de l'UC 2 est assuré par le responsable de l'UC 1 ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par le responsable de l'UC 3.

L'intérim du responsable de l'UC 3 est assuré par le responsable de l'UC 2 ou en cas d'absence ou d'empêchement, par le responsable de l'UC 1.

**Article 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement simultané de tous les agents de contrôle affectés en section d'inspection faisant obstacle à ce que l'intérim soit assuré selon les modalités fixées aux articles 1-3 à 1-5, l'intérim est assuré par le responsable du pôle travail de la DDETS de l'Oise.

**Article 3 :** Conformément aux dispositions de l'article R. 8122-10 du code du travail, les agents mentionnés aux articles 1.1 à 1.5 participent, lorsque l'action le rend nécessaire, aux actions d'inspection de la législation du travail sur le territoire de la Direction Départementale à laquelle est rattachée l'unité de contrôle où ils sont affectés.

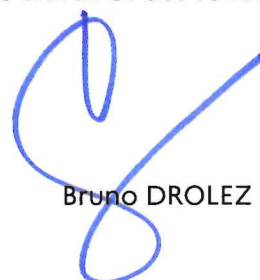
**Article 4 :** La décision en date du 01 avril 2025 portant affectation et gestion des intérim des agents de contrôle de la DDETS de l'Oise est abrogée.

**Article 5 :** Le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France et le directeur départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Oise sont chargés chacun pour ce qui les concerne de l'application de la présente décision qui entre en vigueur à dater de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Oise.

Fait à Lille, le

01 JUL. 2025

Le directeur régional de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités,



Bruno DROLEZ

Arrêté de retrait d'agrément d'un centre de sensibilisation à la sécurité routière,  
dénommé RECUP-POINTS 60  
dont le siège social est situé 18 rue Robert SCHUMAN, 60100 CREIL

**LE PRÉFET DE L'OISE**  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres

Vu le code de la route, notamment ses articles L. 212-1 à L. 212-5, L. 213-1 à L. 213-7, L. 223-6, R. 212-1 à R. 213-6, R. 223-5 à R. 223-9;

Vu l'arrêté du 26 juin 2012 fixant les conditions d'exploitation des établissements chargés d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière;

Vu l'arrêté de la Première ministre et du ministre de l'intérieur et des outre-mer du 10 novembre 2023 nommant M. David WITT, ingénieur des travaux publics de l'État hors classe, directeur départemental des territoires de l'Oise ;

Vu l'arrêté en date du 25 novembre 2024, portant subdélégation de signature en matière administrative de M. David WITT, directeur départemental des territoires de l'Oise, à certains agents de la direction départementale des territoires de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 02 mars 2023 autorisant Monsieur Didier TMALET à exploiter l'établissement chargé d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière dénommé RECUP-POINTS 60 dont le siège social est situé 18 rue Robert SCHUMAN, 60100 CREIL.

Considérant la cessation d'activités ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'arrêté préfectoral du 02 mars 2023 relatif à l'agrément N° R 13 060 0001 0 délivré à Monsieur Didier TMALET pour exploiter l'établissement chargé d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière dont le siège social est situé 18 rue Robert SCHUMAN, 60100 CREIL sous la dénomination RECUP-POINTS 60, est abrogé.

**ARTICLE 2** - La présente décision sera enregistrée dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignements, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière..

Conformément à la loi N° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant en s'adressant au bureau éducation routière.

**ARTICLE 3** - Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous pouvez former:

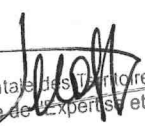
- un recours gracieux auprès de mes services,
- un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la sécurité routière
- un recours contentieux devant le tribunal administratif du lieu de votre résidence, que vous pouvez saisir au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Les recours administratifs doivent être présentés dans ce même délai de deux mois si vous souhaitez conserver la possibilité de saisir ultérieurement le juge administratif. Ces voies de recours n'ont pas d'effet suspensif.

**ARTICLE 4** - Le directeur départemental des Territoires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Beauvais, le 01 juillet 2025

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Pour le directeur départemental des Territoires

  
Direction Départementale des Territoires de l'Oise  
Service de la Sécurité de l'Expérience et des Crises

A. TRICOT








## Décision n° 2025.08

### Administration et Service Technique

#### Article 1

Il est donné délégation de signature aux personnes dont les noms sont mentionnés ci-dessous, pour les documents administratifs suivant :

-  **Les contrats de travail ou actes de nomination,**
-  **Congé annuels et l'ensemble des plannings,**
-  **Récupération d'heures supplémentaires,**
-  **Les bordereaux de paie,**
-  **Les bordereaux de mandats (devis et bons de commande) inférieurs à 15 000 € HT,**

#### Article 2

Sont soumis à la signature du Directeur uniquement :

-  **Les bordereaux de mandats (devis et bons de commande) supérieurs à 15 000 € HT,**

#### Article 3

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.  
Outre un recours gracieux, un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif d'Amiens contre la présente décision dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.  
Elle sera communiquée au conseil de surveillance du Centre Hospitalier et transmise au comptable de l'établissement.

La présente décision de délégation de signature abroge et remplace la décision de délégation de signature n° 2024.31 du 07 janvier 2025.

Signatures de la décision de délégation de signature n°2025.08

Fait à Crèvecœur-le-Grand, le 18 juin 2025

**Guylaine THOMAS-VALIER**  
Directrice Déléguée



**Esther DUBOIS**  
Adjoint de Direction

**Audrey BRUNET DE MASSARY**  
Responsable qualité

**Sonia DURAND**  
Cadre supérieur de santé

**Audrey BEAUMONT**  
Cadre de santé SMR

**Raphaël KRAMP**  
Responsable service technique



**DÉCISION DE DÉLÉGATION DE SIGNATURE  
AUX CADRES ASSURANT LA GARDE DE DIRECTION**

Le directeur du Centre hospitalier isarien - établissement public de santé mentale de l'Oise,

Vu le Code de la santé publique sixième partie et notamment :

- Livre 1<sup>er</sup> de la partie législative, articles L 6141-1 et L 6143-7 relatifs aux attributions des directeurs d'établissements publics de santé ;
- Livre 1<sup>er</sup> de la partie réglementaire, articles D 6143-33 à D 6143-35 relatifs à la délégation de signature des directeurs d'établissements publics de santé.

Vu l'ensemble des dispositions législatives du Code général de la Fonction publique constituant le statut général des fonctionnaires,

Vu l'ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du Code général de la Fonction publique,

Vu l'arrêté de M<sup>me</sup> la directrice générale du Centre national de gestion du 29 août 2024 portant détachement de M<sup>me</sup> Sabine ALISSE dans l'emploi fonctionnel de directeur du Centre hospitalier isarien - établissement public de santé mentale de l'Oise à partir du 16 septembre 2024,

Vu la note d'information du 29 août 2024 relative à la nomination de M<sup>me</sup> Sabine ALISSE en qualité de directeur à partir du 16 septembre 2024,

Considérant la nécessité absolue d'assurer la continuité du fonctionnement du service en toutes circonstances, et notamment en l'absence du directeur,

**DÉCIDE**

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée aux cadres amenés à assurer la garde de direction et dont la liste figure à l'article 2, aux fins d'exercer notamment pendant les jours et heures non ouvrés, les pouvoirs dévolus au chef d'établissement et notamment :

- Les pouvoirs de police à l'égard des malades, visiteurs et/ou usagers ;
- La représentation de l'établissement face aux autorités extérieures ;
- L'assignation des personnels pour assurer la continuité du service ;
- Le prononcé des admissions et toute démarche spécifique liée aux modalités d'hospitalisation des patients dans un établissement de santé mentale ;
- Toute mesure nécessaire pour répondre aux situations d'urgence.

ARTICLE 2 : Les bénéficiaires de cette délégation de signature sont les suivants :

- AY Yuksel - contrôleur de gestion - direction des affaires financières et des systèmes d'information
- CÉRÉSOLE-BONNEFOND Sophie - direction des affaires logistiques ;
- BONNEL Florent, directeur-adjoint - direction du pôle médico-social ;
- DE WAELE Michel, adjoint à la coordination générale des soins - direction de la coordination générale des soins ;
- DOUCET Céline, directrice-adjointe - direction des affaires générales, juridiques et de la communication ;

.../...



- ERREZKI Saïda, attachée d'administration hospitalière - direction des ressources humaines et des affaires médicales ;
- FRASER-GRARE Gaëlle, directrice-adjointe - direction des ressources humaines et des affaires médicales ;
- HOUPIN Nicolas, attaché d'administration hospitalière - service gestion des hospitalisés ;
- LATUS-ZARJI Anisseh, ingénieure qualité - service qualité et droits des patients ;
- RAMOS-LECUYER M.-Thérèse, cadre supérieur socio-éducatif - direction de la coordination générale des soins ;
- RAUDIN Véronique, directrice-adjointe - direction des affaires financières et des systèmes d'information ;
- VIGUÉRARD Fabienne, directrice coordinatrice générale des soins - direction de la coordination générale des soins ;
- VERMONT Patricia, cadre supérieur assistant de pôle - secteur de Compiègne - Noyon ;
- TOMASINI Didier, cadre supérieur assistant de pôle - permanence des soins.

ARTICLE 3 : La présente délégation de signature ne vaut que pendant les périodes où le cadre assure la garde de direction en fonction du planning arrêté à cet effet, et, à titre exceptionnel, en cas d'empêchement momentané du directeur ou de la personne habilitée par lui à le remplacer. Elle remplace la précédente décision du 16 janvier 2025. Elle peut être retirée à tout moment, sans motivation ni préavis par le mandant.

ARTICLE 4 : Le cadre délégataire assure la traçabilité des mesures qu'il aura été amené à prendre dans le cadre de la présente délégation sur le rapport de garde. Il est également tenu d'informer dans les meilleurs délais le directeur de l'établissement de toute situation ou évènement grave ayant requis son intervention, notamment si celle-ci risque d'entraîner des suites médico-légales, ainsi que, le cas échéant, l'agence régionale de santé des Hauts-de-France.

ARTICLE 5 : La présente délégation sera notifiée aux intéressés, transmise au comptable de l'établissement et publiée par tout moyen la rendant consultable.

CLERMONT, le 27 juin 2025

*Le directeur*

   
S. ALISSE



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**



**PRÉFET  
DU VAL D'OISE**



**PRÉFET  
DE L'OISE**

**Direction des collectivités locales et des élections  
Bureau du contrôle de la légalité et des élections**

## **Arrêté interdépartemental portant modification des statuts du Syndicat interdépartemental du SAGE de la Nonette**

(N° SIREN : 200079770)

**LE PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**LE PRÉFET DU VAL D'OISE**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**LE PRÉFET DE L'OISE**  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-1 et suivants et L. 5711-1 à L. 5711-6 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 nommant Monsieur Jean-Marie CAILLAUD, préfet de l'Oise ;

Vu le décret du 6 septembre 2023 nommant Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

Vu le décret du 9 mars 2022 nommant Monsieur Philippe COURT, préfet du Val d'Oise ;

Vu le décret du 25 août 2023 nommant Monsieur Frédéric BOVET, secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le décret du 25 août 2023 nommant Monsieur Sébastien LIME, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

Vu le décret du 6 mars 2025 nommant Madame Hélène GIRARDOT, secrétaire générale de la préfecture du Val d'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Frédéric BOVET, secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Sébastien LIME, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 juin 2025 portant délégation de signature à Madame Hélène GIRARDOT, secrétaire générale de la préfecture du Val d'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> janvier 2018 portant création du Syndicat interdépartemental du SAGE de la Nonette ;

Vu la délibération du 27 novembre 2024 du conseil syndical du Syndicat interdépartemental du SAGE de la Nonette sollicitant la modification de ses statuts, notamment le siège social ;

Vu les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes membres et des conseils communautaires des établissements publics de coopération intercommunale membres, approuvant cette modification ;

Considérant que les conditions de majorité qualifiée prévues à l'article L. 5211-20 du Code général des collectivités territoriales sont respectées ;

Sur proposition des secrétaires généraux des préfectures de l'Oise, de Seine-et-Marne et du Val d'Oise ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1er :**

Les statuts du Syndicat interdépartemental du SAGE de la Nonette sont modifiés comme suit :

*Article 2 : Le siège social est fixé l'adresse suivante : 17 bis rue Guillemot, 60 500 CHANTILLY*

### **ARTICLE 2 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

### **ARTICLE 3 :**

Les secrétaires généraux des préfectures de l'Oise, de la Seine-et-Marne et du Val d'Oise, le sous-préfet de Senlis, le sous-préfet de Meaux, le sous-préfet de Sarcelles, les présidentes du conseil départemental de l'Oise et du Val d'Oise, le président du conseil départemental de Seine-et-Marne, la directrice départementale des finances publiques de Seine-et-Marne, les directeurs départementaux des finances publiques de l'Oise et du Val d'Oise, les directeurs départementaux des territoires de l'Oise, du Val d'Oise et de la Seine-et-Marne, le président du Syndicat interdépartemental du SAGE de la Nonette, les maires des communes et les présidents des EPCI concernés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de Seine-et-Marne, du Val d'Oise et de l'Oise.

Fait à Beauvais, le **- 1 JUL. 2025**

Pour le préfet de Seine-et-Marne  
et par délégation,  
le secrétaire général

Sébastien LIME

Pour le préfet du Val-d'Oise  
et par délégation,  
la secrétaire générale

Hélène GIRARDOT

Pour le préfet de l'Oise  
et par délégation,  
le secrétaire général

Frédéric BOVET